

Achetez ANTIQUITÉS

Meubles anciens de tous genres, successions, tableaux de grande valeur, bronze, argenterie, etc. Payons très bons prix, allions par-tout, acceptons frais virés.

832-1930 — 692-4878
70, Dalhousie, Québec

VENDREDI 9 JUIN 1989

QUÉBEC, 93^e ANNÉE, N^o 160

52 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$

MONTREAL-ILES DE LA MADELINE-GASPE-RIVIERE AU RENARD-PERCÉ-ARBITERSON

35¢

Louez une
EAGLE VISTA 2995
pour aussi peu que
Fin de semaine 55¢ 300 km gratuits
1 semaine 149¢ 1000 km gratuits
1 mois 495¢ 3000 km gratuits
LOCATION
MAISONNEUVE
529-8135

LE QUÉBEC

Exportations d'électricité : le Québec trouve des appuis

Le Québec pourrait s'unir à trois provinces pour partager les coûts de construction et l'utilisation de lignes de transmission d'électricité vers les É.-U. **A-4**

LE CANADA

Dépollution : les industries devront payer cher

Ottawa obligera les 50 entreprises les plus polluantes à réduire de 90 % leurs rejets industriels dans le fleuve Saint-Laurent, d'ici cinq ans. **A-5**

LA RÉGION

L'aluminerie Alouette change le visage industriel de Sept-Îles

La venue d'une aluminerie rend possible la diversification de la base industrielle de Sept-Îles, dont l'économie n'était axée que sur le fer. **A-3**

QUÉBEC

L'état de la skieuse s'est détérioré très rapidement

Le Dr Robert Lauzon, qui a reçu Guyline Robert au service des urgences, n'a jamais vu l'état d'une patiente se détériorer si vite compte tenu de son âge. **A-3**

LE MONDE

Un Mig-29 s'écrase au Salon du Bourget

L'appareil soviétique s'est écrasé hier lors d'un vol à basse altitude. Le pilote a été blessé après s'être éjecté de l'avion à moins de 200 mètres du sol. **A-11**

L'ÉCONOMIE

Papiers Saint-Raymond sous la protection de la cour

Papiers Saint-Raymond utilise ce moyen pour éviter la faillite. La compagnie doit plus de \$6 millions à 324 créanciers à qui elle présentera un plan de relance. **B-1**

LES ARTS

BBM-radio : CJMF domine et CHIK grimpe au 3^e rang

CJMF continue de tenir la tête du peloton des stations de radio dans la région de Québec, selon le dernier sondage BBM, tandis que CHIK grimpe au 3^e rang. **C-3**

L'ÉDITORIAL

Au nom du malade du « lit fermé »

Le piétinement des négociations avec les infirmières illustre l'absurde dans lequel nous sommes tombés. Bourassa doit prouver que la santé des citoyens est sa priorité. **B-6**

L'INDEX

Local et régional	A-3
Le Québec	A-4
Le Canada	A-5
Le Monde	A-8 à A-11

Alain Bouchard	A-5
Annonces classées	C-7 à C-15
Arts	C-1 à C-3
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-11
Décès	C-14 et C-15
Économie	Cahier B
Feuilleton	C-9
Éditorial	B-6
Horoscope	C-11
Mots croisés	C-8
Mot mystère	C-8
Où aller à Québec	C-6
Pierre Champagne	A-9

LA MÉTÉO

Ciel variable. Maximum : près de 15. Aperçu pour demain : nuageux avec averses dispersées. **S-16**

Le premier ministre Li Peng réapparaît

« Les contestataires doivent se rendre »

BELJING (NYTNS, AFP, AP, PC) — Dans une intervention voulant démontrer clairement que les éléments conservateurs sont aux commandes du pays, le premier ministre Li Peng est réapparu, hier, à la télévision après deux semaines d'interrogations sur son sort, et le gouvernement a invité les dirigeants étudiants et les leaders syndicaux à se rendre « ou à faire face à de sévères punitions ».

C'est la télévision d'État qui a montré Li félicitant les soldats pour la façon dont ils avaient mis fin à la contestation étudiante. Le premier ministre était accompagné du vice-président Wang Zhen.

« Camarades, vous avez fait un gros travail », a crié Li à l'adresse de plusieurs centaines de soldats, réunis en un lieu non précisé. J'espère que vous continuerez à lutter fermement pour protéger la sécurité de la capitale et son fonctionnement

normal », a-t-il déclaré. Le premier ministre paraissait en bonne santé et n'avait aucune difficulté à marcher, ce qui indique que la rumeur, voulant qu'il ait été atteint d'une balle à la cuisse lors d'une tentative d'assassinat, était non fondée.

Appréhension

Même si la situation était relativement calme hier à Beijing, une vive appréhension régnait au sein de la population, qui craint une vague d'arrestations. L'annonce par le gouvernement que les leaders étudiants et les

dirigeants syndicaux devaient se rendre aux autorités a vivement inquiété. Selon certaines sources, une centaine de militants seraient visés par cette directive.

Au cours du journal télévisé, les présentateurs ont donné une série de numéros de téléphone que la population doit utiliser pour dénoncer les « bandits » qui ont nui à l'intervention des forces armées dans la ville.

Déclaration de Bush

Lors d'une conférence de presse hier soir à Washington,

le président George Bush a déclaré que les relations de son pays avec la Chine ne pourraient redevenir « totalement normales » tant que le gouvernement chinois ne reconnaîtrait pas la validité des revendications des forces pro-démocratiques.

Dans sa première conférence de presse télévisée en direct depuis son accession à la présidence, Bush a dit qu'il espérait préserver les liens qui se sont noués avec la Chine.

Suite A-2, Chine...

Perron quitte les Nordiques pour CJRP



Jean Perron quitte les Nordiques pour devenir journaliste et coanimateur à la station radiophonique CJRP, membre du Réseau Radiomutuel. L'animateur Claude Lussier, qui lui apprendra les rudiments du métier, lui souhaite la bienvenue.

Les détails en page S-2

L'arrosage des érablières a contaminé des fermes d'agriculture biologique en Beauce

SAINT-PHILIBERT — La colère gronde chez des agriculteurs du sud de la Beauce. En épandant de l'engrais chimique au-dessus des érablières rendues malades par les pluies acides, des avions ont en même temps contaminé des terres d'agriculture biologique ainsi que des pépinières biologiques.

par GUY DUBÉ
LE SOLEIL

La « pluie » d'engrais chimique a été telle que les parcelles de fermes atteintes ne pourront plus produire de légumes certifiés par le Mouvement de l'agriculture biologique (MAB) au cours des trois prochaines années.

La ferme la plus atteinte est

celle de M. Yves Castera (Produits biologiques La Fée inc.). M. Castera situe ses pertes financières à près de \$20,000. Sans compter qu'il ne voulait pas faire arroser chimiquement ses propres érables, parce qu'il projetait fabriquer du sirop biologique « pur à 100 % » et non chimique.

Son voisin, Yves Robert, propriétaire d'une pépinière biologique maintenant contaminée

par de l'engrais chimique, se demande d'ailleurs pourquoi l'Union des producteurs agricoles (UPA), pourtant invitée, ne participait pas, hier, à la conférence de presse organisée dans la petite salle municipale de Saint-Philibert de Beauce. Dénouant l'inaction de l'UPA, il a mentionné avoir appris « entre les feuilles d'érable » que les représentants de ce syndicat sont « pris entre l'arbre et l'écorce, entre l'agriculture chimique majoritaire et l'agriculture biologique minoritaire ».

« C'est de l'inconscience monumentale et ça démontre le pouvoir indiscutable des grandes compagnies d'engrais

chimique sur notre système agro-forestier », a lancé pour sa part Robert Lavigne, de Coaticook, précisant qu'il existe des solutions de rechange biologiques aux engrais chimiques.

La « pluie » d'engrais chimique dont a été victime le sud de la Beauce entre dans le cadre d'un programme fédéral-provincial de lutte contre les pluies acides. Des avions épandent des engrais chimiques granulaires sur les érablières touchées par les précipitations acides. Ces produits chimiques doivent en principe diminuer l'acidité du sol.

Suite A-2, Arrosage...

Bourgault voit en Bourassa un grand leader nationaliste

Devant un accord du lac Meech « foutu », l'indépendantiste Pierre Bourgault croit que, sans s'approprier la souveraineté-association du Parti québécois (PQ), le premier ministre Robert Bourassa pourrait réécrire, « mais beaucoup plus brutalement que lui », le manifeste de l'unioniste Daniel Johnson, père : *Égalité ou indépendance*, qui l'avait fait élire en 1966.

par JACQUES DUMAIS
LE SOLEIL

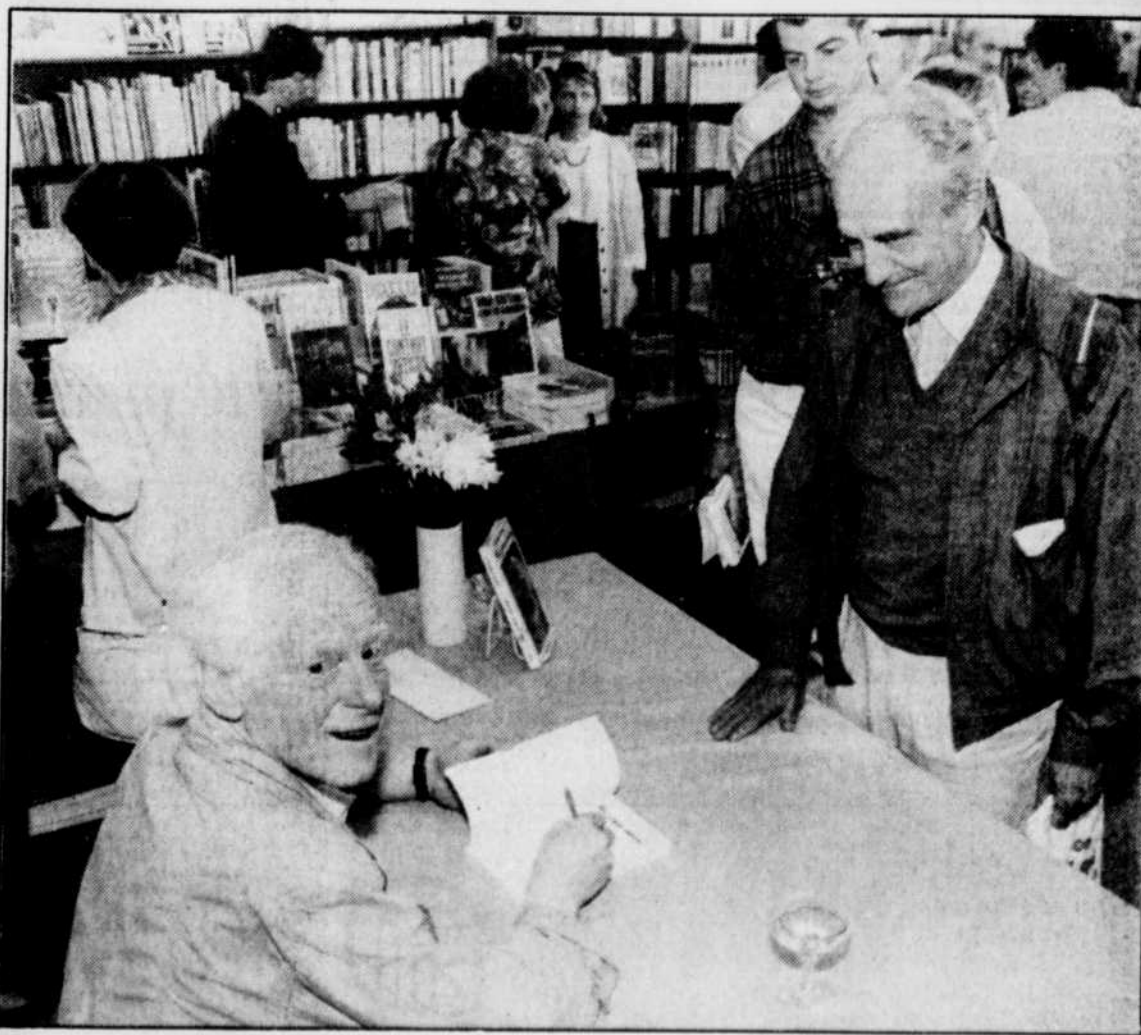
Rappelons que ce manifeste aurait subséquemment la porte au Mouvement souveraineté-association (MSA) dont le programme avait paradoxalement été esquissé par M. René Lévesque, dans le sous-sol de la résidence de M. Bourassa... Celui-ci s'en était par la suite dissocié parce qu'il lorgnait la direction du Parti libéral du Québec (PLQ), en 1970.

Au cours d'une entrevue au SOLEIL, hier, M. Bourgault imaginait parallèlement un Bourassa qui, désormais isolé au milieu de l'accord du lac

Meech, contre-attaquerait par une série de mesures unilatérales, radicales et autonomistes semblables à celles promulguées par le fondateur de l'Union nationale (UN), M. Maurice Duplessis (par exemple, la double imposition qui prit la fédération au dépourvu), pendant la décennie 1950.

Lors du conseil général de son parti à Montréal, en fin de semaine dernière, le premier ministre menaçait de boycotter les conférences constitutionnelles du pays si le Canada torpillait l'accord du lac Meech. Le Canada, prévenait-il, serait

Suite A-2, Bourgault



Pierre Bourgault était hier à la Librairie générale française pour signer son livre « Moi, je m'en souviens ».

SIDA
LE SOLEIL
au sommet international
de MONTREAL

que acquise de perturbation de telles rencontres », plaide-t-il.

Le Dr Morissette ne remet aucunement en cause de telles manifestations. D'ailleurs, à son avis, il s'agit d'une contribution essentielle qui fait entendre le « cri de désespoir » de personnes tragiquement touchées, en plus de donner une dimension humaine à un contenu par ailleurs rigoureusement scientifique.

Ce pionnier de la lutte au sida au pays craint que des scientifiques remettent en cause leur participation à de telles conférences si le chahut devient monnaie courante.

Dans un autre ordre d'idées, ce clinicien se dit conscient du fait que la population est soudainement plongée, via les médias, dans une mer d'informations de toutes sortes sur le sida. Le danger d'une certaine saturation existe.

Mais ce brassage gigantesque d'idées et la multiplicité des pistes de recherche devraient nécessairement avoir des retombées dans d'autres champs médicaux et être bénéfiques pour des malades souffrant d'autres affections.

Le sida, explique-t-il, a posé et continue à poser un défi scientifique et social sans précédent. Le profane peut croire que la démarche des chercheurs piétine, faute d'un vaccin et d'un traitement précis. Et les médias, de leur côté, peuvent être déçus de ne pouvoir se mettre sous la dent des percées spectaculaires.

Le Dr Morissette rappelle qu'il y a à peine trois ans, la durée moyenne de survie était

Suite A-2, Sida...

Suites de la première page

Chine...

Le président a rappelé qu'il avait imposé des sanctions d'ordre militaire lundi et a laissé entendre qu'il pourrait prendre d'autres mesures « au moment approprié » si la situation ne s'améliorait pas.

Bush a révélé qu'il avait vainement essayé de téléphoner, le jour même, aux dirigeants chinois. « J'ai essayé aujourd'hui. Je ne suis pas arrivé à passer », a répondu le président à une question à ce sujet. Qualifiant la situation en Chine de « très, très brouillée », il a confirmé que Washington ignorait qui exerce actuellement le pouvoir en Chine.

Sanctions canadiennes

D'autre part, à Saskatoon, après un bref entretien, les premiers ministres Brian Mulroney et Grant Devine ont annoncé l'arrêt temporaire des transferts de technologie et des échanges culturels avec la Chine.

Le premier ministre fédéral et son homologue de la Saskatchewan ont cependant refusé d'appuyer la cessation des ventes à la Chine de produits aussi essentiels que le blé ou l'engrais de potasse.

« Le blé et la potasse, a signalé Mulroney, ont pour but d'aider les Chinois. Ils n'alimentent aucune machine militaire. Ils sont faits pour apaiser la faim. »

Le blé et la potasse constituent la majorité des exportations annuelles de plus de \$1.1 milliard de la Saskatchewan en Chine.

Mulroney a fait savoir, d'un autre côté, que les visas des étudiants chinois au Canada seront prolongés, s'ils le désirent, et que l'asile politique sera offert aux réfugiés en provenance de la Chine.

« Nous allons faire tout en notre pouvoir pour venir en aide aux Chinois », a-t-il promis.

Autres informations en page A-8

Bourgault...

alors aussi déchiré que lors la crise de la conscription de 1942.

Pamphlétaire à souhait contre le père fondateur du PQ dans son dernier bouquin *Moi, je m'en souviens* (Stanké), M. Bourgault est d'une tendre compassion à l'égard du chef libéral qu'il aime par-delà ses fausses allures de politique « insignifiant et mou » en public. « A la veille d'un quatrième mandat assuré, dit-il, à la tête du Québec, Bourassa est l'un des hommes politiques les plus expérimentés du Canada, actuellement. Et il est d'une habileté diabolique à l'Assemblée nationale. Ce n'est plus un enfant d'école. Il peut être très dur, mais en toute élégance. C'est le meilleur stratège et chef de parti du Québec depuis 30 ans. Intelligent, non rancunier mais tough, il a surtout de la mémoire... »

Pour M. Bourgault, qui se dit le membre « le plus libre » du PQ, M. Bourassa ne saurait récupérer la thèse de son parti parce qu'il n'est pas du tout indépendantiste. S'il s'engageait dans cette voie, sa crédibilité politique ne vaudrait plus rien.

M. Bourassa, par contre, sait que le nationalisme des francophones « n'est pas mort, loin de là ». Et contrairement à 1974 où il a littéralement « trainé » son parti avec sa première loi linguistique 22 (« les Anglais lui en veulent personnellement depuis »), une grande partie de sa députation d'aujourd'hui considère qu'il n'est pas encore allé assez loin avec la loi 178. De surcroît au sommet de sa popularité dans les sondages, M. Bourassa, donc, « peut aller beaucoup plus loin qu'on pense ! » si le Canada anglais « l'humilie ».

Dans le dossier linguistique, M. Bourassa « n'a pas de principes, est tout mêlé et ne comprend rien », depuis 1985. « Idiote » est sa loi 178 sur l'affichage commercial, croit Bourgault. « Sauf que j'ai eu un flash : c'est quand même la première fois, depuis 250 ans, que l'unilinguisme français est confirmé, ne fût-ce que partiellement, par deux gouvernements successifs dont l'un n'est pas séparatiste... » M. Bourassa, foi de Bourgault, ne se serait pas aperçu de cette coquille historique avant de faire adopter cette loi, en décembre dernier...

Demain : Parizeau vu par Bourgault

Arrosage...

Au Québec, c'est le ministère de l'Énergie et des Ressources qui pilote ce dossier d'épandage, avec le Service canadien des forêts. Le budget est de \$10 millions pour les cinq prochaines années. « Cinq fois plus que le montant de \$2 millions qu'a voté le gouvernement québécois pour aider l'agriculture biologique », mentionne le président de la

nouvelle Fédération d'agriculture biologique du Québec, Jacques Tétreault.

Les « déversements » — une vingtaine en tout — dont ont été victimes les citoyens de Saint-Philibert, se sont produits pendant trois jours (29, 30 et 31 mai), la semaine dernière. Les produits chimiques sont tombés sur leurs têtes, leurs résidences, leurs bâtiments, leurs terres agricoles biologiques, leurs pépinières, leurs puits d'eau potable et leurs érablières. « C'est une violation de la propriété privée. Nous demandons réparation par l'épandage d'ensemencements bactériens sur toutes les parcelles atteintes et dédommagements pour les pertes de revenus », ajoute M. Castera.

Des contaminations semblables se seraient également produites dans la région de Saint-Hyacinthe et dans celle de Ham-Nord (Cité écologique).

Le directeur régional du ministère de l'Agriculture du Québec, Richard Pelletier, était présent à la rencontre d'hier. Il trouve malheureux ce qui s'est produit à Saint-Philibert et a pris des notes tout au long de la rencontre.

Le nom de la compagnie aérienne responsable de l'incident n'a pas été divulgué, lors de la conférence de presse d'hier. Mais LE SOLEIL a appris qu'il s'agit de « Agricaire », de Granby, dont les représentants ont d'ailleurs déjà rencontré les agriculteurs biologiques de Saint-Philibert pour obtenir des éclaircissements dans cette histoire.

Sida...

de 18 mois pour environ 30 % des sidéens. Aujourd'hui, plus de 50 % des personnes atteintes, grâce surtout à l'AZT, se trouvent dans cette population.

« Il faut bien se rendre compte, dit-il, que cette épidémie a surpris tout le monde. Des approches traditionnelles, comme le recours systématique à l'hospitalisation, ont été appliquées à une problématique nouvelle. » Il est impérieux, croit-il, que le Canada et le Québec décident finalement de créer un réseau coordonné de soins intégrés, une

proposition qu'il espère pouvoir rendre publique dès aujourd'hui.

Le gigantisme

Le Dr Morissette croit que le congrès de Montréal, avec ses quelque 11,000 participants, a atteint, à cet égard, un point limite. Toutefois, le prochain, celui de San Francisco, prévoit déjà 15,000 inscriptions.

Il est d'avis que ces rendez-vous pourraient être prolongés, mais scindés en deux volets distincts, l'un bio-médical, l'autre psycho-social et communautaire. Ainsi, des délégués pourraient n'y participer que pendant deux ou trois jours, d'autres plus longtemps. Ou encore, des symposiums particuliers pourraient s'y greffer, comme celui des neurologues, qui vient de se dérouler à Québec.

Ces sommets ont aussi leur face cachée. Des gens, nouveaux dans ces rencontres internationales, ont dénoncé la dimension commerciale de ces assises. Toute une section du Palais des congrès est en effet réservée à des fabricants reliés à l'industrie des soins. Le président du programme fait remarquer que cette présence n'est pas gratuite et que les revenus qui en découlent permettent d'améliorer la qualité de cette prestation.

Autres informations en page A-6

Dès demain dans LE SOLEIL

L'Acadie, berceau de la francophonie au Nouveau-Brunswick, compte environ 250,000 personnes, soit le tiers de la population de cette province des Maritimes. Les changements ont été nombreux à survenir pour cette population au cours des 50 dernières années. La Presse canadienne, sous la signature de Chris Moriss, rend compte de la situation

actuelle en Acadie dans une série d'articles à lire à partir de demain, samedi, dans LE SOLEIL.

LA QUOTIDIENNE
tirage du 08-06-89
6-0-4
5-6-7-1

twik



achat spécial...

le pantalon en coton soleil

39.⁹⁵

coton extra-léger, couleurs exotiques... orange, turquoise, blanc... c'est le pantalon des jours chauds... taille extensible double boutonnage, coutures doubles au devant, poches découpées en arrondi. 5 à 13. rég. 50.00



la robe noire selon twik...

la robe
décolletée à revers

c'est le jeu du noir et de la forme simple qui met le corps en valeur... la féminité exquise du décolleté à revers... la taille sanglée dans une large ceinture... sublime twik dans sa robe noire en coton. 5 à 11... 50.00

twik



valeur exceptionnelle...

la blouse courtisane
19.⁹⁹

de la collection de blouses twik, le style courtisane à grand col retourné couvrant les épaules, taille pincée... pour les humeurs romantiques de twik... coton léger blanc ou lilas. p.m.g.

la maison
simons

TROIS MAGASINS...

PLACE STE-FOY,

GALERIES DE LA CAPITALE,

VIEUX QUÉBEC



Les pompiers ont répondu à une alerte pour le 38 de la rue Saint-Louis à Lévis vers 1 h 30 cette nuit. Quelques minutes plus tard, le 44, situé à droite, était à son tour la proie des flammes.

À Lévis, un incendie criminel cause des dommages évalués à \$500,000

Les pompiers de Lévis ont travaillé toute la nuit de mercredi à hier et une partie de la journée pour venir à bout de deux incendies qui se sont déclarés dans deux immeubles adjacents, abritant des commerces à Lévis.

par ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

L'incendie, allumé par une main criminelle, a fait rage aux numéros 38 et 44 de la rue Saint-Louis. Le numéro 44 abritait un marché aux puces désaffecté. Dans l'autre se trouvait un marchand de laques et sècheuses de même qu'une boutique de décorateurs. Les dégâts sont évalués à \$500,000.

L'alerte a été lancée à 1 h 30. En arrivant, les pompiers ont d'abord vu des flammes s'élevant d'un « tambour » situé à l'arrière du numéro 38.

Cet immeuble abritait également un logement, habité par une dame âgée. Les pompiers ont dû la secourir et elle a pu sortir de chez elle sans mal.

Pendant ce temps, les pompiers ont vu les flammes s'élever de derrière l'édifice voisin. L'alerte générale a été sonnée. Une vingtaine de pompiers sont accourus sur les lieux.

Ils ont dû s'affairer durant plus de cinq heures avant que l'incendie ne soit déclaré maîtrisé au petit matin. Toutefois, les pompiers sont restés sur place une partie de la journée d'hier. Une

fumée épaisse continuait à se dégager des immeubles et les sapeurs continuaient à arroser. Il a fallu percer une brèche dans un mur à la scie électrique, entre autres, pour permettre l'évacuation de la fumée.

Un pompier a été blessé à la main durant la nuit. Il s'agit de Marc Fleury. Il a été conduit à l'hôpital. Sa blessure, une coupure, était assez sérieuse pour l'empêcher de revenir.

Origine criminelle

Les deux foyers d'incendie laissent peu de doute sur le fait que l'incendie ait été allumé volontairement. Un homme a d'ailleurs été arrêté durant la nuit. Il était alors en état d'ébriété fort avancé.

Les policiers ont pu l'interroger au matin. Il s'est avéré que celui-ci

disposait d'un solide alibi. Il prétendait avoir pris un taxi durant le moment où l'incendie a été allumé. Vérification faite auprès du chauffeur, les heures correspondaient. Il a été relâché vers 8 h 15 hier matin.

Les pompiers et les policiers croyaient bien, avec cette arrestation, avoir résolu des incendies criminels allumés ces derniers temps à Lévis.

Depuis environ un mois, un incendie a été allumé au 121, Saint-Georges et un second au coin de la rue Desjardins et Saint-Louis, des endroits du même secteur.

Les policiers croyaient que le suspect de cette nuit pourrait être relié aux trois cas. Ils devront donc continuer leurs recherches. Hier, personne d'autre n'était détenu relativement à ces incendies.

L'aluminerie d'Alouette volatilise une fois pour toutes le modèle mono-industriel qui caractérisait Sept-Îles

L'aluminerie du consortium Alouette vient une fois pour toutes volatiliser le modèle mono-industriel qui caractérisait Sept-Îles depuis 30 ans.

par MARC ST-PIERRE
LE SOLEIL

C'est ce qui se dégage des propos formulés par le commissaire industriel de Sept-Îles, Gilles Dechamplain, au cours d'un bref entretien avec LE SOLEIL, hier.

Le Groupe SGF a confirmé mercredi l'implantation prochaine d'une aluminerie d'au moins \$1,3 milliard à Sept-Îles. Le projet est né d'un consortium constitué de quatre investisseurs internationaux et de la société d'État québécoise SGF. Il sera officiellement lancé début juillet.

Jusqu'à présent, l'économie septinsulaire devait compter avec la seule industrie du fer. Au début des années 80, la crise mondiale du fer est venue considérablement réduire l'activité de cette industrie. Dans l'ensemble de son réseau Côte-Nord-Labrador, les effectifs de la compagnie minière IOC, premier employeur septinsulaire, ont dégringolé de 7.500 à 2.600 travailleurs. Chez Mines Wabush, second grand employeur industriel, le nombre de travailleurs a chuté de 700 à 450 actuellement.

Pour le moment, la situation est plutôt bonne dans le fer, mais il n'a jamais retrouvé le poil de la bête d'antan.

Dans l'onde de choc de la crise du fer, la population de Sept-Îles a défoncé le seuil des 30.000 habitants, pour se situer à quelque 25.000, à l'heure actuelle.

M. Dechamplain refuse de jeter un regard sur les années de vaches maigres.

« Ce qui était important, c'était la diversification de la base industrielle de Sept-Îles. Avec la venue de la nouvelle technologie de l'aluminium, c'est fait, a dit, très en forme, M. Dechamplain.

« Nous avons un grand projet créateur d'emplois. Le fer va bien. Il faut regarder vers l'avenir », a ajouté le commissaire industriel.

« Selon le modèle classique de la ville mono-industrielle, nous aurions dû connaître le « boom and bust ». Nous y avons échappé », s'est réjoui par ailleurs la commissaire industrielle adjointe, Manuela Franco.

Accueil

À l'hôtel de ville, le maire Jean-Marc Dion estime Sept-Îles fin prête pour recevoir les arrivants qui viendront s'y installer dans le sillage de l'aluminerie.

L'usine Alouette procurera 800 emplois permanents directs dès 1992 et jusqu'à 1.200 au total en 1995 quand aura été terminée sa seconde phase.

« Sept-Îles est prête à devenir

une ville de 30.000 ou 35.000 habitants demain matin », a affirmé M. Dion en énumérant à la volée les points d'appui des infrastructures locales. Notamment, les terrains à construire, les écoles et le cégep, les équipements sportifs et de loisirs, etc. De surcroît, héritage de la Conférence socio-économique de la Côte-Nord, un projet de salle de spectacles est sur le point de se réaliser. « L'architecte est sur ses plans », a précisé le premier magistrat.

Du côté des services de santé par ailleurs, l'Hôpital des Sept-Îles a élaboré un plan triennal où apparaît une intention très ferme de se doter d'équipements médicaux de pointe et de monter un service de médecine nucléaire.

De l'avis de M. Dion, les Sept-Îliens qui ont dû aller chercher fortune ailleurs vont revenir. « Ce sont des gens d'âge moyen. Ils sont en mesure de travailler », a noté le maire.

Ports Canada

Du côté de Ports Canada, l'un des grands points d'appui du projet Alouette, on a d'ores et déjà aligné ses échéanciers sur celui du consortium, a fait savoir le directeur général du port de Sept-Îles, Jean-Maurice Gaudreau.

Il s'agit pour Ports Canada de déboiser les terrains de la presqu'île Marconi où s'implantera l'aluminerie, de les aplanir, de construire des silos destinés à recevoir l'alumine, de mettre en place des convoyeurs, des déchargeurs et

un débarcadère pour le traversier-rail qui fera la navette entre Sept-Îles et Matane. Bref, de préparer le quai de « La Relance ». Ce sont des travaux qui frisent les \$100 millions.

« Le dossier est approuvé en principe. Reste son cheminement critique au conseil des ministres et au Conseil du Trésor. En pratique, ce sera terminé à la fin du mois », a dit M. Gaudreau.

Les premiers appels d'offres seront vraisemblablement lancés fin juin début juillet, a ajouté en substance le grand patron du havre septinsulaire.

Déjà dans les tout premiers rangs pour son activité, sinon bon deuxième au Canada, le port de Sept-Îles est susceptible de recevoir au moins une cinquantaine de navires de plus annuellement quand l'aluminerie produira au début de 1992.

Enfin, chez Hydro-Québec, qui s'est engagée à fournir en deux tranches 720 mégawatts à Alouette, on est d'ores et déjà à cadrer les échéanciers et établir précisément les coûts, a dit un porte-parole de la société d'État.

Hydro doit notamment préparer le poste Arnaud en vue des besoins du nouvel utilisateur et construire une ligne d'approvisionnement d'une quinzaine de kilomètres. Une estimation préliminaire situe le coût de ces travaux à une douzaine de millions de dollars.

Région Chaudière-Appalaches Des groupes de soutien aux jeunes dénoncent les réductions budgétaires

THETFORD MINES — Faisant front commun, les 11 Groupes de soutien aux jeunes entrepreneurs de la région Chaudière-Appalaches ont dénoncé, hier, les réductions budgétaires que le gouvernement provincial leur impose. L'enveloppe des subventions a diminué de 26 % (\$191,000) au cours des deux dernières années, baissant de \$750,000 à \$559,000.

par FORTUNAT MARCOUX
LE SOLEIL

Dans un communiqué de presse émis une heure avant l'ouverture du forum régional, qui se tient à Thetford Mines en vue du Sommet socio-économique de la nouvelle région Chaudière-Appalaches prévu pour l'automne à Saint-Georges de Beauce, les dirigeants des groupes-jeunesse sollicitent l'appui des aînés pour amener le ministère de l'Industrie, du Commerce, et de la Technologie à réviser le dossier.

La réaction ne s'est pas faite attendre. Le maire de Montmagny et président de la première conférence socio-économique des 11 MRC de la Rive-Sud de Québec, Gilbert Normand, a promis l'intervention de son groupe auprès du ministre Pierre MacDonald. « Ça va à l'encontre des objectifs du sommet. On se bat pour créer des emplois. On ne laissera pas tomber des groupes qui forment la re-

lève de demain », a-t-il expliqué.

Les statistiques sont éloquentes. En neuf mois, depuis juillet 1988 jusqu'au 31 mars 1989, le démarrage d'une centaine d'entreprises a favorisé la création de 200 emplois et requis des investissements de \$4 millions.

Pour 1989-90, 10 des 11 groupes-jeunesse de Chaudière-Appalaches doivent subir une diminution budgétaire variant entre 6 et 17 %. L'exception est le groupe de Lotbinière qui en est à sa deuxième année d'activité. Déjà faible, son budget a été maintenu. En deux ans, le budget annuel moyen de chaque groupe a diminué de \$75,000 à \$50,000.

Le programme d'aide aux groupes de soutien aux jeunes entrepreneurs a été créé en 1985 par le gouvernement provincial. Ces restrictions budgétaires, fait-on remarquer, sont imposées au moment où ces groupes terminent leur phase d'expérimentation et s'engagent dans celle du développement.

L'état de la skieuse s'est détérioré de façon rapide et dramatique

Le Dr Robert Lauzon n'a jamais vu l'état d'une patiente se détériorer de façon si dramatique et si rapide compte tenu de son jeune âge. C'est lui qui a accueilli Mme Guylaine Girard au service des urgences à 11 h 15. Elle est morte à 12 h 35.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Mme Guylaine Girard, 21 ans, avait dû subir, à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, une intervention chirurgicale pour des ligaments déchirés au genou gauche à la suite d'un accident de ski au mont Sainte-Anne. Elle était retournée chez elle trois jours plus tard avec un plâtre sur toute la jambe. Dans la nuit du 10 au 11 janvier, elle revient à l'hôpital pour des douleurs à la jambe. On lui donne des calmants et elle retourne chez elle. Elle revient le 12 janvier pour les mêmes douleurs.

Témoignant, hier, à l'enquête du coroner pour déterminer les causes et les circonstances du décès de cette jeune femme de Château-Richer, le Dr Lauzon a affirmé que Mme Girard était souffrante mais bien éveillée à son arrivée à l'hôpital, à 11 h 15, le 12 janvier. Toutefois, il constate qu'elle a les oreilles bleues, mais que la circulation semble bonne. Elle respire bien et répond normalement aux questions qu'on lui pose.

Trente minutes plus tard, Mme Girard ne répond plus. Le Dr Lauzon lui donne des médicaments pour la faire réagir et commence les exercices de réanimation, il est remplacé par le Dr Luc De Bellefeuille, résident en anesthésie et réanimation. Rien n'y fait. À 12 h 35 on constate le décès. Mme Girard est morte d'un caillot de sang à la jambe qui est remonté aux poumons provoquant une embolie pulmonaire.

Une thrombo-phlébite

Rappelons que Mme Girard s'était présentée au service des urgences de l'Enfant-Jésus dans la nuit du 10 au 11 janvier pour une douleur à la jambe. Le Dr Pierre Baril et le Dr Germain Dompierre avaient alors soupçonné qu'il pouvait s'agir d'une thrombo-phlébite. Ils ont affirmé tous les deux avoir bien fait comprendre à Mme Girard qu'elle devait revenir quelques heures plus tard, soit à 9 h,

pour des examens plus en profondeur.

Dans son récit des faits, la mère de la jeune femme, Mme Diana Lavoie-Girard, a contredit les médecins. Selon elle, si ces derniers lui avaient vraiment parlé de l'hypothèse d'une thrombo-phlébite, sa fille lui aurait dit connaissant les dangers de cette maladie. De plus, elle a soutenu que sa fille lui a dit qu'elle devait retourner à l'hôpital le matin du 11 janvier seulement si la douleur persistait.

Ce n'est qu'après le décès que le Dr Lauzon a pris connaissance du dossier de Mme Girard. Il ne savait donc pas que, la veille, le médecin au service des urgences, le Dr Baril, avait émis l'hypothèse d'une thrombo-phlébite. Pour le Dr Lauzon, la connaissance de ce fait n'aurait pas changé sa façon de faire. Mme Girard, dit-il, avait besoin d'être réanimée.

Pour sa part, le Dr Fernand Bédard, chef du service de radiologie, a précisé que le fait que la patiente ait continué à prendre des anovulants (pilules anticonceptionnelles) après son opération le 29 décembre, s'ajoutait aux risques de faire une thrombo-phlébite.

À ce sujet, les différents témoignages entendus ne concordent pas. La mère de Guylaine soutient que sa fille avait reçu l'autorisation d'une infirmière de continuer à prendre ses pilules anticonceptionnelles. Dans le rapport de l'anesthésiste, il est fait mention que la jeune femme ne prenait aucun médicament, alors que le Dr Marie-Andrée Cantin a affirmé qu'elle savait que Mme Girard prenait des anovulants.

L'audition des témoins directement concernés par cette enquête est maintenant terminée. Cependant, le coroner, Mme Anne-Marie David, a ajourné les travaux au 26 juin à 14 h. On entendra alors les témoins experts qui ont été convoqués par les avocats qui représentent les différentes parties.

VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE

Bonne Fête DAUPHIN

DES RABAIS DE 15 À 50%

VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE • VENTE ANNIVERSAIRE

LA FABRIQUE DE TOUT REPOS

OREILLERS EN LATEX, COUVRE-MATELAS, COUVRE-OREILLERS

20% D'ESCOMPTE

MATELAS DAUPHIN

Charny Québec Sainte-Foy Charlesbourg Bic Scott Junction St-Georges MAINTENANT À Lévis 155, rue Kennedy

Transport éventuel d'électricité vers les États-Unis

Partage des coûts envisagé par le Québec et trois provinces

MONTEBELLO — Le Québec, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve explorent présentement la possibilité de s'unir pour partager les coûts de construction et l'utilisation de nouvelles lignes de transmission d'électricité vers les États-Unis.

textes d'ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

En marge de la conférence de Montebello, le ministre John Ciaccia a discuté de ce projet, hier, avec son homologue du Nouveau-Brunswick, M. Rayburn Doucett, ainsi que le président de Nova Scotia Power, M. Louis Comeau. Terre-Neuve sera associée aux discussions ultérieures.

On amorce à peine l'élaboration de ce projet dont la réalisation permettrait de garantir aux Américains l'approvisionnement au meilleur coût possible à partir de « sources d'énergie fiables et diversifiées », explique le ministre Doucett.

Chaque province canadienne continuerait de négocier séparément des contrats d'exportation d'électricité. « Il n'est pas question de former un cartel, une espèce d'OPEP », assure M. Ciaccia. Selon le ministre, la demande potentielle d'électricité en Nouvelle-Angleterre et à New York d'ici l'an 2000, soit 7,000 à 14,000 mégawatts, excède ce que les quatre provinces réunies peuvent offrir.

Si les provinces canadiennes sont choisies pour répondre à une importante partie de ces besoins, M. Comeau soutient qu'il se pourrait « qu'après la ligne du Nouveau-Brunswick, qui paraît la plus facile, la ligne du Québec soit aussi réalisée et que, finalement, notre projet s'avère lui aussi économiquement réalisable à court terme ».

Ce projet de la Nouvelle-Écosse, le projet Bluenose, porte sur l'installation d'une ligne sous-marine reliant directement cette province au marché américain.

Le partage des coûts de réalisation des lignes de transmission n'a pas encore été discuté en détail, mais la note pourrait être partagée selon la proportion d'utilisation qu'en ferait chacune des provinces, dit M. Doucett.

Du côté du Nouveau-Brunswick, le ministre précise que l'on envisage de doubler la ligne de transmission déjà existante, qui débouche au Maine et est présentement utilisée à pleine capacité. M. Doucett fait valoir que les contraintes d'achat de terrain et d'impact environnemental sont moins importantes en doublant

une ligne déjà existante plutôt qu'en proposant un tout nouveau parcours.

À l'appui du projet de coopération, M. Ciaccia souligne par ailleurs que sa réalisation serait un bon exemple à donner aux Américains.

Déjà, le Consumer Energy Council of America Research Foundation parraine une étude sur la question des lignes de transmission trans-frontalières. Le gouvernement québécois a accepté d'être un des commanditaires de la réalisation de cette

étude et M. Ciaccia souhaite maintenant que ses collègues des autres provinces s'y associent également.

Le ministre québécois de l'Énergie et des Ressources doit d'ailleurs aborder ce dossier dans un discours qu'il prononcera à

Washington, le 22 juin, selon les informations obtenues par LE SOLEIL. Un autre des orateurs invités sera alors le sous-secrétaire à l'Énergie dans le gouvernement fédéral américain. Washington est d'ailleurs un autre des commanditaires de la recherche en cours au sud de la frontière.

Bourassa demande à Ottawa d'augmenter ses normes anti-pollution pour les automobiles

MONTEBELLO — Le premier ministre Robert Bourassa réclame qu'Ottawa relève le plus tôt possible les normes anti-pollution s'appliquant aux véhicules vendus au Canada en s'alignant sur les plus sévères exigences imposées ailleurs dans le monde, soit celles de la Californie.

Sur cette question, M. Bourassa dit avoir l'appui des quatre premiers ministres des provinces de l'Atlantique et il a indiqué, hier, qu'il solliciterait leur approbation officielle, ce matin, lors d'un petit déjeuner de travail.

Le premier ministre a donné ces précisions au terme de la première séance officielle de travaux de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.

Si cette proposition ne sera pas

votée par la conférence, explique M. Bourassa, c'est qu'elle ne concerne pas les gouverneurs américains puisqu'il s'agit de faire pression sur le gouvernement fédéral canadien.

En fait, les six États de la Nouvelle-Angleterre représentés à la conférence de Montebello ont le pouvoir de fixer ces normes anti-pollution et se seraient trouvés à prendre l'engagement de les resserrer chez eux s'ils avaient eu à voter pour une proposition en ce sens venant du Québec.

L'équipement anti-pollution nécessaire pour atteindre les normes plus sévères suggérées par M. Bourassa coûterait \$100 par véhicule, selon le porte-parole du premier ministre Bourassa.

Pluies acides

À propos des pluies acides, M. Bourassa a d'autre part confirmé que, d'ici 1995, le Québec aura ré-

duit de 55 % ses émissions polluantes qui cause les pluies acides. Ces émissions ont déjà baissées de 45 % depuis 1985, en grande partie à cause d'investissements effectués par la compagnie Noranda, en Abitibi. De nouveaux investissements de \$16 millions à cette usine permettront d'atteindre les 55 %.

L'aide financière accordée par le gouvernement du Québec à la Noranda a déjà suscité un vif débat politique autour du respect ou du non-respect du principe pollueur-payeur. Hier, M. Bourassa reconnaissait qu'appliquer ce principe « avec énormément de contraintes dès le début » risquait de procurer un « avantage comparatif » aux États voisins qui concurrencent le Québec au plan économique.

A-côtés

M. Bourassa a d'autre part indiqué, hier, qu'il aborderait aujourd'hui le dossier du lac Meech avec les premiers ministres Frank McKenna et Clyde Wells. Le premier ministre a réitéré sa confiance, encore une fois, tout en s'efforçant de démontrer que les

modifications demandées par ceux qui s'opposent à l'entente ne pourront jamais faire l'objet d'un consensus.

Jamais Québec n'acceptera que la Charte canadienne des droits prime sur la clause qui reconnaît que le Québec est une société distincte. De plus, M. Bourassa ajoute que jamais les provinces de l'Ouest ne se rallieront à l'idée que l'accord devrait inclure la promotion des droits des minorités.

Par ailleurs, les participants à la conférence ont adopté, hier, une proposition enjoignant les gouvernements fédéraux d'Ottawa et Washington à « continuer de réclamer vivement la fin de la violence qui sévit en Chine ».

Cette escapade en politique internationale constitue un précédent pour les premiers ministres des provinces de l'Est et pour les gouverneurs, a reconnu M. Bourassa. « C'est un précédent qui me paraît tout à fait justifié étant donné la situation qui existe en Chine : le tiers de l'humanité qui se trouve dans une situation extrêmement préoccupante. »

Le projet de loi sur l'égalité économique des époux adopté en deuxième lecture

(D'après PC) - Le principe du projet de loi 146 sur l'égalité économique des époux a été adopté en deuxième lecture, hier, sans opposition, après un court débat de deux heures à l'Assemblée nationale.

Contre toute attente, l'étude détaillée de ce projet controversé, qui a pour objet de rendre obligatoire le partage à parts égales de certains biens entre les époux au moment d'un divorce ou d'une séparation, devait débiter, dès hier

soir, en commission parlementaire.

On apprenait, hier, en fin de journée, auprès du bureau de la ministre marraine du projet de loi, Mme Monique Gagnon-Tremblay, qu'elle avait l'intention de proposer à cette étape deux amendements visant à soustraire de l'application de cette loi les couples déjà séparés de fait et ceux en instance de divorce.

Depuis son dépôt en Chambre le 15 mai, ce projet de loi a soulevé de sérieuses réticences chez plusieurs députés des deux côtés de la Chambre.



Tout récemment, La Brasserie O'Keefe Limitée, par l'intermédiaire de son directeur des affaires publiques, monsieur Guy Royer, remettait au recteur de l'Université Laval, monsieur Michel Gervais, sa contribution annuelle à la campagne de financement de l'Université Laval.

gracieuseté **LE SOLEIL**

POUR BIEN CONSTRUIRE ET RÉNOVER...

Le cahier "HABITAT" du SAMEDI... un outil indispensable pour simplifier vos courbes de rénovation

LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

**DE PLUS EN PLUS FORT...
495,000 auditeurs***

**LE FM 93
FRACASSE
UN NOUVEAU
RECORD**

Toute l'équipe vous dit *merci!*
et vous souhaite un été fantastique à notre antenne.

**FM 93
CJMF QUÉBEC**

Source: Sondage BBM, printemps 89

Une station **COGECO**

De gré ou de force, 50 entreprises devront réduire de 90 % leur pollution du St-Laurent

MONTREAL — De gré ou de force, les 50 entreprises les plus polluantes du secteur industriel québécois seront contraintes au cours des cinq prochaines années de réduire de 90 % leurs rejets industriels dans le fleuve Saint-Laurent.

par ROLLANDE PARENT
de la Presse canadienne

« Les entreprises vont être obligées de consentir des sommes très considérables », a indiqué le ministre fédéral de l'Environnement, Lucien Bouchard, pour mettre en place les plans de dépollution tracés par une équipe de 25 fonctionnaires fédéraux et provinciaux.

À défaut d'obtenir la coopération des dirigeants d'entreprises, le ministre Bouchard n'hésitera pas à recourir si nécessaire à la réglementation et aux recours devant les tribunaux.

Accompagné de la ministre québécoise de l'Environnement, Lise Bacon, et du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Yvon Picotte, le ministre Bouchard rendait hier public l'entente intervenue quant aux interventions conjointes visant la dépollution et la protection du fleuve Saint-Laurent.

Il est acquis depuis l'an dernier que le ministère fédéral y consacrerait \$103 millions d'ici à 1993 et le Québec \$61,5 millions. **Liquides toxiques**

De ces sommes, la constitution d'un inventaire des rejets liquides toxiques provenant des 50 entreprises industrielles visées, la détermination de normes tolérables par le milieu, les négociations et l'identification des besoins de développement technologique accapareront \$4,5 millions des sommes fournies par le fédéral et \$30,500 de celles du Québec.

Un commando de la dépollution du Saint-Laurent constitué de 25 fonctionnaires commencera son travail à compter du mois d'août, a promis le ministre Bouchard.

Deux représentants des 50 entreprises visées par le programme prioritaire ont exprimé leur réticence, hier, en conférence de presse.

Finis les discours

Celui d'Acier inoxydable Atlas,

de Tracy, s'est demandé s'il ne devrait pas suspendre les discussions que sa compagnie mène avec le ministère québécois de l'Environnement du fait que des normes plus sévères seront vraisemblablement fixées bientôt.

Le ministre Bouchard a répliqué : « Je ne pense pas qu'il faille arrêter les efforts. Il faut continuer. Il faut en faire plus. Le Saint-Laurent est de plus en plus pollué. Nous ne pouvons pas continuer à

rejeter nos déchets industriels dans le Saint-Laurent comme on l'a fait jusqu'à maintenant.

« Nous n'avons pas le choix. Le public ne veut plus de discours, de relations publiques, il veut des actions concrètes », a-t-il plaidé.

Il est clair que les frais liés aux opérations de nettoyage devront être assumés par les entreprises « parce que ce sont elles qui ont fait les profits avec des opérations qui ont pollué le Saint-Laurent. »

Ottawa incitera les provinces à obliger les compagnies à nettoyer les lieux contaminés

MONTREAL (PC) — Le ministère fédéral de l'Environnement veut inciter les provinces à se doter d'une législation contraignant les sociétés et compagnies à dépolluer les 950 lieux contaminés leur appartenant jugés les plus dangereux pour la santé et l'environnement au Canada.

En contrepartie, le ministre fédéral de l'Environnement, Lucien Bouchard, fournira une grande part des \$250 millions nécessaires pour la décontamination des 50 lieux dangereux dits orphelins, dont les propriétaires sont impossibles à identifier ou à retrouver.

En conférence de presse hier, le ministre a indiqué que les discussions à ce propos se tiendront la semaine prochaine lors d'une rencontre prévue entre les différents ministres de l'Environnement.

En Bref

Philip Edmonston songe à remettre en cause sa candidature

OTTAWA — Le néo-démocrate Phil Edmonston pourrait remettre en cause sa candidature à l'élection partielle dans le comté de Chambly, laissé vacant par la récente démission du conservateur Richard Grisé, si la direction nationale du NPD persiste à vouloir s'emparer du contrôle de sa campagne électorale. Une « mini-crise », qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences sur les espoirs du NPD de faire élire son premier député au Québec, a éclaté à ce sujet entre M. Edmonston et la direction nationale du parti. L'ex-président de l'Association de protection des automobilistes ne veut pas que l'élection partielle dans Chambly, dont les rumeurs prévoient le déclenchement pour septembre prochain, « fasse l'objet d'un référendum sur le libre-échange ou mette l'accent sur les grands enjeux nationaux ». Il s'insurge contre la tentative de la direction nationale d'écarter ses organisateurs locaux en vue de la bataille électorale dans Chambly, où M. Edmonston est arrivé deuxième aux élections générales de novembre dernier.

Un écologiste qualifie d'absurde le démantèlement de Via rail

MONTREAL (PC) — L'agronome et environnementaliste René

Dumont estime que le démantèlement de Via Rail par les autorités fédérales adaniennes constitue une « absurdité » qui ancre le Canada dans la préhistoire des transports contemporains et qui le situe à rebours de la prise de conscience mondiale en matière d'environnement.

Dans une entrevue accordée au quotidien Montréalais Le Devoir, l'écrivain de réputation internationale, qui vient d'obtenir un doctorat honorifique de l'Université McGill, ne s'est pas montré surpris, en réalité, de la position du gouvernement fédéral dans ce dossier parce que, a-t-il dit, elle se situe dans la foulée du « drame environnemental que l'Amérique du Nord a amorcé en 1930 » quand elle s'est engagée dans la « civilisation de l'automobile ».

Explosion en 1950 : Clark nie en savoir plus que Greenpeace

OTTAWA (PC) — Le ministre des Affaires extérieures Joe Clark a déclaré hier qu'il ne possède aucune information sérieuse sur l'explosion d'une ogive nucléaire factice au large des côtes de la Colombie-Britannique en 1950. Pourtant, le ministre venait de dire aux Communes qu'il était au courant de l'explosion survenue le 13 février 1950, quand un bombardier B-36 de l'armée américaine a largué sa cargaison par suite de troubles mécaniques, entre l'île de Vancouver et les îles de la Reine Charlotte. L'ogive factice ne pouvait causer d'explosion nucléaire.

A l'issue du débat aux Communes, le ministre a dit aux journalistes que tout ce qu'il sait sur l'explosion se résume aux allégations des environnementalistes de Greenpeace.

Pour quelle raison, le gouvernement n'a pas informé la population, le ministre croit que « lorsqu'il y a des armes nucléaires, on doit s'attendre à des accidents ». Ce que le ministre a décrit aux Communes comme un fait, est devenu une allégation devant les journalistes.



YVES BUSSIÈRÈS

La direction de Lallier Sainte-Foy est fière de vous annoncer que monsieur Yves Bussièrès, par son ardeur et sa courtoisie, s'est classé 1er vendeur. Monsieur Bussièrès profite de l'occasion pour remercier sa distinguée clientèle.

2000, boul. Charest O., Sainte-Foy, Québec 687-2525

Lallier

BOUL. CHAREST

loto-québec		Résultats	
Tirage du 09/06/07		GAGNANTS	LOTS
		6/6	2 1013 205,30\$
Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi		5/6 +	5 153 106,50\$
14 26 29 33 35 37		5/6	272 2 152,20\$
No complémentaire: 8		4/6	13 775 81,70\$
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.		3/6	251 163 10,00\$
		VENTES TOTALES:	15 588 366,00\$
		PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF):	2 000 000,00\$

LES CONCESSIONNAIRES
FORD ET MERCURY DU QUÉBEC

ACCUSÉS DE

COUP BAS

PAR LA CONCURRENCE



Alain BOUCHARD

La limousine blanche

J'ai deux mots à dire à la *petite vieille indigne* de la rue La Perade qui m'écrit sur du papier rose, en date du 5 juin. Elle est bien indigne (c'est elle qui se présente ainsi), en effet, de dire que la chronique que j'ai *pondue* sur Buzzy l'a déridée.

D'abord, je ne l'ai pas pondue. Elle m'est tombée dessus comme la vie nous tombe dessus. Cette chronique-là m'a pété dans la face, en pleine rue, comme la vie nous pète dans la face en pleine rue, en plein champ, en pleine salle à dîner, en pleine piscine hors terre, en plein 747, en plein rouleau à asphalte.

Ensuite, si elle vous a déridée, tant mieux pour vous. Parce que moi, elle m'a fait mal au ventre. Tant mieux si ça vous déride de voir les Hard Core et les Skinheads de 17, 18 ans tenter de se démêler entre eux pour être bien sûrs de ne pas *fesser* sur la tête d'un chum. Moi, ça me ride, tiens...

Je vous aime bien pareil, *petite vieille indigne*, parce que je suis miséricordieux sans doute. Et je vous souhaite encore au moins 50 ans de vie. (Ce qui lui en ferait 134, soit dit en passant).

La preuve qu'on en fait ce qu'on veut, de cette chronique, c'est que d'autres me reprochent d'être sombre, noir, déprimant, de ne leur parler que de ce qui ne va pas, de ne leur parler que de la pauvreté, loin de me trouver déridant, comme vous voyez. Ils ne me trouvent pas drôle et me demandent de leur parler de ce qui va et de ce qui n'est pas pauvre. Ce que je me propose de faire, aujourd'hui. Mais avant, une petite précision : quand je vous parle de Buzzy ou de Diane Bilodeau, en fauteuil roulant, je ne vous parle pas de ce qui ne va pas; je vous parle de ce qui est. Nuance. Ça ne va pas dans votre tête à vous... et peut-être dans la mienne. Ce qui ne veut pas dire que ça ne va pas dans leur tête à eux.

Bon, alors, une petite histoire de quelque chose qui va et qui n'est pas pauvre, l'histoire de la limousine blanche. La connaissez-vous ? Superbe. Lisez jusqu'à la fin.

Il était une fois une limousine blanche. Une longue, longue limousine blanche à trois rangées de portières, c'est-à-dire six portières au total. Avec un chauffeur, bien sûr.

La première fois, je l'ai vue près du parc Victoria, où je vais quelquefois humer l'odeur des lilas, des rhododendrons ou du tabac Craven A, quand il fait très chaud et que je joue au tennis. La limousine blanche passait sur Dorchester, en direction sud. Le chauffeur avait sa casquette noire bien en place. Il avait l'air très heureux. Je me demande même s'il ne sifflait pas. Mais j'étais un peu loin, je ne peux jurer de rien.

La deuxième fois, je l'ai revue sur Saint-Vallier, près de Lépine-Cloutier, en allant au cinéma. Ça m'a frappé, à cause du contraste de couleurs entre les corbillards de Lépine-Cloutier, stationnés en ligne droite à côté du salon mortuaire, et la grosse limousine blanche à trois rangées de portières. Ça me rappelait combien la vie est éphémère, combien on peut rapidement passer d'une limousine blanche à un corbillard rouge vin.

Entre deux autobus

J'ai également aperçu la longue limousine blanche sur le boulevard Langelier, presque en face de ce qui était jadis la maison Re-Vivre et ce qui est devenu un bloc-appartements bien propre, bien tranquille, bien ordinaire quoi. Avez-vous remarqué, d'ailleurs, combien le boulevard Langelier est devenu quelconque, j'ai quasiment envie de dire aseptisé, depuis qu'on n'y voit plus, sur le terre-plein du centre, cette ribambelle de clochards à barbe, à calottes des Expos et à bottes à tuyau qu'on a démenagés sur Saint-Vallier, en même temps que la maison Re-Vivre ? On a continué, chaque printemps, d'y installer les bancs publics verts comme si rien n'était, mais ces bancs-là ne seront plus jamais les mêmes.

La quatrième fois, j'ai vu le chauffeur sur le boulevard Champlain, un peu passé *La Chiffonnette*. Si je dis que j'ai vu le chauffeur, c'est que j'ai vu le chauffeur seulement. Je lui ai aperçu la binette, par la vitre de la portière, entre deux autobus qui se suivaient à la queue leu leu entre la limousine et mon champ de vision.

Ah oui, j'oubliais ! Si je suis sûr qu'il s'agit toujours de la même limousine, ce n'est pas tellement à cause du chauffeur; un même chauffeur peut conduire plus d'un *char* et un même *char* peut avoir plusieurs chauffeurs. C'est à cause du numéro de plaque que j'ai instinctivement noté la première fois; comme pour voir si elle était du gouvernement, d'un pays étranger ou d'un concessionnaire automobile en promotion. Oui, vous avez raison : la fois de la binette du chauffeur entre les deux autobus, ça peut avoir été une autre limousine, ou simplement un *char* ordinaire, puisque je n'ai vu que la portière. Donc, c'était la troisième fois sûre seulement.

Mais je l'ai revue encore souvent par la suite, la limousine blanche. À Sainte-Foy, à Charlesbourg, à Sillery, en plus de Québec, bien sûr. Sauf que j'ai beau l'avoir revue plusieurs fois, je n'ai jamais réussi à savoir s'il y avait un téléphone cellulaire à l'intérieur. Ou même simplement une imitation de téléphone en plastique que Canadian Tire vend à \$15 pour compléter le p'tit kit du parfait p'tit homme d'affaires très occupé, qui parle toujours plus dedans s'il est sur Cartier ou Saint-Cyrille que sur le pont Pierre-Laporte ou dans le rang 8. Remarquez que si le p'tit homme d'affaires a une *béemme*, c'est une vraie. Canadian Tire n'a pas encore réussi à mettre une imitation sur le marché.

Je n'ai jamais réussi, donc, à voir s'il y avait un téléphone à l'intérieur de la longue limousine blanche à trois rangées de portières, pour la bonne et simple raison qu'à part les deux d'en avant, ses vitres sont toutes teintées en presque noir.

Ce qui fait aussi qu'à part le chauffeur, je n'ai pas réussi non plus à voir s'il y avait un ou des passagers et qui il(s) était(aient). Mais une limousine blanche à trois rangées de portes, me semble que c'est déjà bien assez.

Ça va et ce n'est pas pauvre.

Le cautionnement de Yacoub est payé

OTTAWA (PC) — Les chefs spirituels de la communauté libanaise de Montréal ont finalement réussi, mercredi, à recueillir les \$30,000 exigés par le tribunal pour la libération sous cautionnement de Charles Yacoub.

Yacoub, qui est âgé de 32 ans, est

accusé d'avoir détourné un autocar jusqu'à la colline parlementaire d'Ottawa, d'avoir tenu des personnes en otage et d'avoir résisté à la police pendant six heures avant de se livrer.

Il a comparu en cour, hier, pour que soit fixée la date de son enquête préliminaire, mais son avocat, Me Gilles Charlebois, a fait remettre la cause au 22 juin.

L'avocate de la couronne, Me Julianne Parfett, a déjà annoncé sa décision d'interjeter appel de la décision de libérer Yacoub sous cautionnement. Elle a dit craindre qu'il ne s'enfuit du pays.

LE SOLEIL
ABONNEMENT 647-3333
Extérieur: numéro sans frais
1-800-463-2362
Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30
Samedi et dimanche: 8h à 12h

LA 5^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA

Au sein des sciences humaines

Une nouvelle solidarité apparaît

MONTREAL — Chaque fois qu'une infirmière de la Namibie, en Afrique, effectue une transfusion de sang à un enfant, elle est consciente de jouer avec lui à la roulette russe. Car, un jeune malade sur six court ainsi le risque d'être infecté par le virus d'immunodéficience humaine.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

Une scène dont a été témoin une travailleuse sociale de Québec, Mme Marie Berlinguet, à l'emploi du CLSC-Laurentien.

Personne effacée, mais rare détentrice d'un doctorat dans cette discipline, Marie Berlinguet, qui est originaire de Trois-Rivières, a eu l'exceptionnelle occasion de siéger à titre de membre du comité directeur de la 5^e conférence internationale sur le sida. Une brochette d'une dizaine de personnes dont le mandat était d'assurer la réalisation, selon les objectifs de départ, de ce rassemblement

d'envergure. Elle était au demeurant la seule femme à faire partie de cette équipe de haut niveau.

Au cours d'un entretien au SOLEIL, elle a rappelé que sa rencontre avec cette infirmière de 22 ans lui a fait réaliser la plénitude du drame africain face au sida. Une épidémie qui engendre des coûts économiques et sociaux énormes pour les pays en développement. Des sociétés qui voient se décimer une jeune élite représentant l'espoir d'en finir un jour avec le joug de la misère, de la pauvreté et de l'oppression. Telle cette jeune fille de 19 ans, souligne Mme Berlinguet, qui au terme de ses études de trois ans en service

social, au prix de privations quotidiennes de la part de sa famille, était emportée par le mortel virus.

Elle croit que le fait d'avoir rendu possible une plus grande participation et visibilité des pays du Tiers-Monde devrait susciter une plus efficace solidarité internationale.

Mais elle réalise que déjà les préparatifs de ce sommet ont permis, tout au moins au Québec, l'émergence d'une solidarité interprofessionnelle peu commune dans les sciences humaines.

Le fait aussi que cette conférence se déroule au pays et que le grand public, tout au moins montrealais, a pu avoir accès à certaines activités, comme le Sidart, a contribué à une sensibilisation non négligeable de M. et Mme Tout-le-monde.

Pour sa part, le Dr Michel Morissette, coordonnateur du programme de lutte au sida pour la région de Québec, rappelle que le pire reste à venir. Que l'épidémie touchera encore plus de personnes au cours de la prochaine décennie que le bilan cumulatif jusqu'ici.

Il constate que ces conférences déclenchent de véritables flambées médiatiques, que certains peuvent dire « assez, c'est assez ».

Mais le Dr Morissette est fort perplexe, signale-t-il, quant il doit annoncer à une personne qu'elle est séropositive et que son profil ne correspond aucunement à celui des populations dites à risque. Comme quoi encore beaucoup trop de gens s'imaginent que le sida ne frappe que les autres.

Il faut bien se rendre compte, ajoute ce spécialiste en santé communautaire, que les données sûres ne font état que des cas de sida bien identifiés. De plus en plus d'hétérosexuels et de jeunes toxicomanes sont infectés, mais ils n'apparaissent pas encore dans les statistiques officielles.

Deux programmes prioritaires sont en marche, a-t-il précisé, dans la région de Québec: l'un s'adresse aux toxicomanes, l'autre aux jeunes hors du réseau scolaire, c'est-à-dire ceux que l'on retrouve dans le réseau d'hébergement et de centres d'accueil.



Le Dr Jonas Salk, l'inventeur d'un vaccin qui a contribué à vaincre la polio, a déclaré hier à Montréal qu'un vaccin qu'il a mis au point pourrait éventuellement aider les gens déjà atteints du virus du sida à ne pas développer la maladie mortelle. Sa déclaration était basée sur des expériences préliminaires au cours desquelles trois chimpanzés ont développé une forte immunisation après avoir reçu des injections du nouveau vaccin. Se gardant de vouloir soulever de faux espoirs, il a exprimé le souhait que ce vaccin serve un jour de façon routinière à immuniser les enfants.

Il faut penser aux générations à venir

MONTREAL (AFP) — « Il importe de ne pas relâcher notre effort, car l'épidémie de sida continuera de progresser, et il faut poursuivre nos actions en pensant aux générations à venir », a déclaré hier à Montréal le ministre français de la Santé, Claude Evin.

Le ministre, qui s'exprimait à l'occasion de la 5^e conférence internationale sur le sida, a résumé le message de la France en quatre mots: éthique, tolérance, responsabilité, solidarité.

En matière d'éthique, a souligné M. Evin, la réflexion a sensiblement évolué depuis l'apparition de la maladie. « Les malades et les séropositifs doivent bien comprendre que c'est dans leur intérêt que la rigueur scientifique

doit être maintenue ». Le ministre a toutefois jugé « tout à fait nécessaire d'établir une charte des effets vaccinaux afin de déterminer des règles qui permettent de juger des résultats sans faire courir de risques particuliers. »

En ce qui concerne la tolérance, M. Evin a souligné que « la France avait le souci d'informer sur la maladie pour éviter les peurs irrationnelles ». Une bonne information est une garantie meilleure contre les risques d'exclusion, a-t-il souligné.

La responsabilité, a cependant ajouté M. Evin, c'est aussi celle des décideurs qui doivent avoir le souci d'assurer que, quel que soit son niveau social, chacun puisse avoir un accès égal aux soins et que les droits des malades soient bien protégés.

La responsabilité, a enfin rappelé le ministre, doit s'exercer envers les séropositifs et les malades tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. « Cette solidarité, a-t-il souligné, sera d'autant plus nécessaire que la maladie s'étend surtout dans les populations les plus démunies: les marginaux dans les pays développés et les plus défavorisés dans les pays en voie de développement ».

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE COMPOSEZ
647-3270 OU ÉCRIREZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS
LE SOLEIL LTÉE, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50.

Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

MÉCANICIEN
classe C

temps plein permanent. Avantages sociaux.

Envoyer C.V. au: Dépt 6431 - Le Soleil
390, St-Vallier Est
Québec, QC G1K 7J6

RECHERCHER-VOUS
DES SPECIALISTES?

ANNONCEZ DANS

CARRIÈRES et PROFESSIONS

Association de Développement Économique Matimekush-Lac Jhon
Avis de Concours

POSITION:

GÉRANT(E) DE GARAGE ET STATION-SERVICE

DESCRIPTION DE TÂCHE:

Sous la supervision directe du conseil d'administration de l'Association, le gérant voit à l'opération générale de l'entreprise, commande des pièces, supervision de personnel de la section mécanique, prise d'inventaire, formation de personnel et autres tâches connexes.

QUALIFICATIONS:

- Être un mécanicien expérimenté (minimum 10 ans);
- Être une personne d'expérience dans la gestion d'entreprise de stations-service et garages;
- Connaissance des nouveaux développements au niveau mécanique (système injection etc.).

TRAITEMENT SALARIAL:

- Selon l'expérience du candidat.
- Autres avantages sociaux négociables.

DATE DE FERMETURE DU CONCOURS:

Toutes les applications à ce poste peuvent être envoyées à:

Association de Développement Économique Matimekush Lac Jhon
M. Armand Mckenzie
Case postale 69
Schefferville, QC G0G 2T0

et ce, d'ici le 13 juin 1989.

Pour toutes demandes d'informations supplémentaires contactez:

M. Armand Mckenzie
(418) 585-2601
Fax: (418) 585-3856

venez
partager
nos secrets



SUPER SAC EN JEANS
ESPRIT
à 299\$

sur présentation de coupon
applicable à la boutique Le Temps de
Place de la Cité seulement.
Jusqu'à épuisement



PLACE de la Cité

2635, boul. Hochelaga, Ste-Foy

LE TEMPS
inc.

STATIONNEMENT INTÉRIEUR GRATUIT

100\$ DE REPRISE À
QUI PREND CE
TORO PAR LES
CORNES! Jacques LemaireCRÉDIT
INSTANTANÉ

Disponible aux
acheteurs qualifiés.
Jusqu'à 36
mensualités.

AUCUN
COMPTANT
REQUIS.

(Concessionnaires
participants
seulement).

Le 100\$ de
reprise sera déduit
du prix de détail suggéré
des modèles 20684, 20622,
26624.

Pour vous encourager à
acquérir une tondeuse Toro
nous vous reprendrons
votre vieille tondeuse pour
100\$ peu importe la condi-
tion! Vite, amenez-la chez
votre concessionnaire
participant.



TORO

En vigueur jusqu'au 18 juin, 1989.

Consultez les pages jaunes.

5 ANS
DÉMARRAGE GARANTI
(Deux temps et quatre temps à
soupapes verticales)
en un ou deux essais sinon nous la
réparerons gratuitement.

MOTOS SPORTS LÉVIS ENR.
59-B, Trans-Canada ouest
Lévis
835-1624

LANGLOIS & FRÈRES ENR.
143, St-Jean Baptiste
Montmagny
248-3276

ÉQUIPEMENT G.H. GIGUÈRE LTÉE
9909, boul Ste-Anne
Ste-Anne-De-Beaupré
827-3269

LOCATION D'OUTILS CARREFOUR INC.
51, Trans-Canada
Lévis
835-3755

4300, boul. Pierre-Bertrand
Québec
627-1111

QUINCAILLERIE SEIGNEURIALE
304, Seigneuriale
Beauport
661-2770

CENTRE DE RÉPARATION ST-SACREMENT
785, Marguerite-Bourgeois
Québec
681-5560

ÉQUIPEMENT NOTRE-DAME ENR.
660, Notre-Dame
Notre-Dame-des-Laurentides
849-7394

Préservation de la liberté de presse

Le Conseil de presse réclame l'adoption d'une loi

Le Conseil de presse du Québec réclame l'introduction et l'adoption d'une loi propre à préserver l'exercice de la liberté de presse et formule à cet effet cinq propositions contenues dans un livre blanc remis, hier soir, au ministre québécois de la Justice, M. Gil Rémillard.

par ANDRÉ DIONNE
LE SOLEIL

Ce dépôt survient à un moment particulièrement sensible en raison des accusations qui sont portées par la Gendarmerie royale du Canada et le procureur de l'Ontario contre le journaliste Doug Small du réseau de télévision Global. Small avait eu en main puis diffusé le résumé du dernier budget fédéral de Michael Wilson, le 26 avril, quelques heures avant son dépôt officiel en Chambre.

Dans ce document, le CPQ dit « viser la reconnaissance légale de la dimension d'intérêt public de l'information pour tous les membres de la société, soit le droit du public à l'information ».

Cette reconnaissance légale tient aussi de la « nécessité de pré-

server les conditions essentielles de l'exercice de l'activité journalistique par l'ensemble de la société », soit la protection des sources, la protection du matériel journalistique recueilli, qu'il ait été publié ou non.

Le CPQ estime également que « ces mesures législatives demandées contribueront à la fois à don-

ner du contenu à la liberté de presse autre que la liberté de publier ».

On souligne qu'en effet la liberté de publier ne rend absolument pas compte de la réalité de la liberté de presse et ne constitue pas l'assise qui correspond à la nature et au rôle de la liberté de presse.

Les sources

Concernant les sources d'information, le CPQ demande que « l'identité des sources confidentielles d'information des journalistes et des entreprises de presse soit

considérée comme confidentielle ».

Et le document ajoute que « seules des situations exceptionnelles et soigneusement délimitées par le législateur puissent justifier la divulgation de l'identité des sources confidentielles d'information, et ce, après arbitrage contradictoire du tribunal entre les différentes facettes de l'intérêt public ».

Les témoignages

Quant au recours au témoignage du journaliste, souvent considéré comme un « témoin profes-

sionnel de choix » pour l'appareil judiciaire, le CPQ estime qu'il est « nocif et contraire à l'exercice des libertés et des droits individuels et collectifs ».

Ainsi, il est proposé que « le journaliste ne puisse être contraint de témoigner sur des faits dont il a été témoin ou dont il a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions ».

Le matériel

Le CPQ estime enfin que le matériel journalistique « ne doit pas être reçu en preuve devant quelque instance judiciaire, quasi judi-

ciaire ou administrative que ce soit » dans le cas de matériel non publié ou non diffusé.

Dans le cas de matériel diffusé ou publié, on propose que « le journaliste ou l'entreprise de presse puisse l'identifier par déclaration sous serment ».

Le document du CPQ reprend aussi les faits les plus importants de ce débat, ces dernières années, notamment les perquisitions et saisies policières de matériel journalistique ainsi que quatre principaux documents d'étude sur le sujet.

Suicide chez les détenus : une surveillance accrue préconisée

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le coroner Marc-André Boulianne préconise une plus grande surveillance et une aide accrue aux détenus de tendance suicidaire.

par J.-CLAUDE RIVARD
LE SOLEIL

Telles sera l'orientation générale des recommandations qu'il entend faire au gouvernement, au terme d'une enquête qu'il vient de faire à Rivière-du-Loup relativement avec la mort de Rénald Michaud, 29 ans, trouvé pendu dans une cellule du palais de justice, le 27 octobre, après être arrêté pour le vol d'une automobile.

Seize témoins entendus à l'enquête ont établi qu'à son arrivée au centre de détention, l'intimé a semblé dépressif et qu'il n'a cessé de répéter, tant aux policiers qu'au personnel de l'institution, qu'il voulait mettre fin à ses jours. L'enquête a aussi établi que le jour du décès, le travailleur social qui aurait pu lui venir en aide était absent. De plus, l'homme a été placé dans un coin du centre de détention où il était seul.

Le personnel de garde a soutenu qu'il a fait preuve de surveillance périodique sur sa cellule. On a trouvé l'intimé pendu avec les draps de son lit, le lendemain.

Le coroner Boulianne a jugé insuffisante cette surveillance d'un individu aux tendances suicidaires qui, dans son langage à lui, a réclamé du secours durant deux jours. Il aurait fallu que le système soit conçu de façon telle qu'au moment de son premier appel à l'aide, on ait été en mesure de le prendre en mains.

Un suicide du genre se réalise en cinq ou six minutes, à peine, explique M. Boulianne. Des gens comme M. Michaud ne doivent pas être laissés seuls un instant, déclare-t-il.

Dans le rapport qu'il produira en août, le coroner Boulianne entend suggérer une meilleure coordination du personnel et une meilleure formation en regard du suicide, dans les prisons. Il entend aussi proposer une surveillance accrue avec le recours, si nécessaire, à des caméras de télévision en circuit fermé.

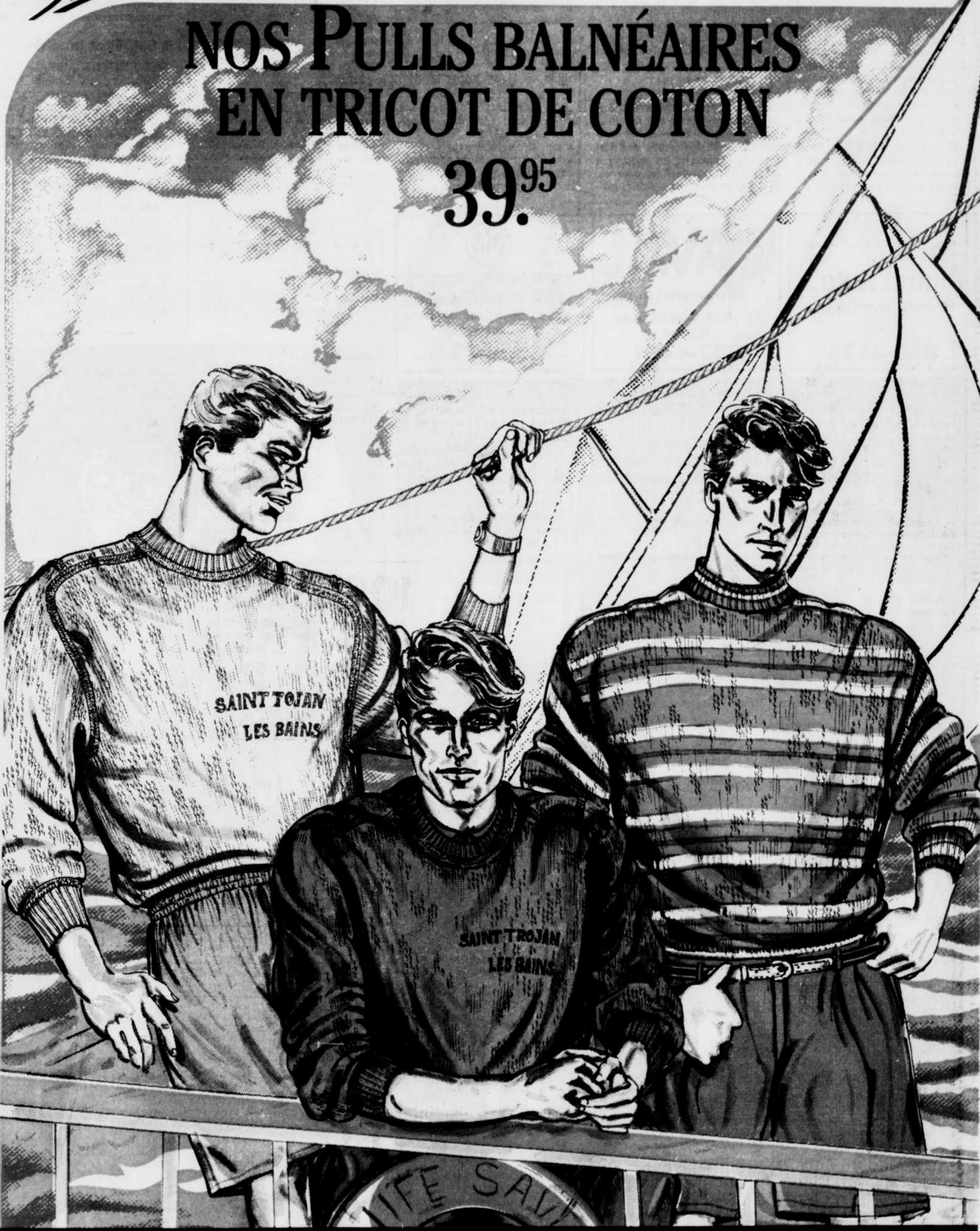
En Bref

■ Agressions sexuelles

PASPÉBIAC — Un pharmacien de 34 ans, de Paspébiac, a été condamné, mercredi, à deux ans moins un jour de détention plus trois ans de probation pour des agressions sexuelles sur des fillettes. Quatre chefs d'accusation pesaient sur lui : agression sexuelle à cinq reprises sur une fillette de 12 ans, agression sexuelle à deux reprises sur une fille de 14 ans et deux accusations de contacts sexuels avec une fillette de 11 ans. Les événements se sont produits entre juin 1987 et mai 1988. Il avait plaidé coupable le 13 mars et a connu sa sentence mercredi.

LE 31 POUR HOMME

NOS PULLS BALNÉAIRES EN TRICOT DE COTON 39.95



collection exclusive au 31...

prendre le large en oubliant tout, retourner aux choses essentielles, vivre au rythme de l'eau, confortable sans compromis dans des pulls en maille pur coton, exclusifs au 31... c'est la vraie vie!... deux styles, l'un uni avec broderie saint trojan les bains ton sur ton, l'autre à rayures contraste... forme ample, encolure ronde, les coutures surfilées. une palette exclusive dans laquelle le blanc, chartreuse, rouge, marine, jaune, lavande et jade dominant. p.m.g.tg. rég. 65.00... bon vent et belles vacances! les bermudas 29.95

la maison
simons

PLACE STE FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LE MONDE

Un calme illusoire règne à Beijing

BELJING (AP, AFP) — On entendait le bruit des scies et des marteaux sur les chantiers de construction, les étudiants jouaient au pin pong sur les campus et les soldats nettoyaient la place Tian An Men et les grandes artères. Beijing était calme, hier, mais les étudiants réformistes ne se faisaient pas d'illusion.

« Ce calme est illusoire », a déclaré un étudiant de l'École de normale de Beijing, dont les étudiants ont pris une part active aux manifestations des dernières semaines.

« Avec toutes ces morts, ce ne peut être un calme durable. C'est juste un question de temps avant nous relançons notre mouvement », a-t-il dit avec optimisme, alors qu'une chasse aux militants étudiants est sur le point de démarrer.

En raison d'un mouvement de grève, de nombreux magasins d'État sont restés fermés, mais les paysans sont revenus pour la première fois en ville depuis le bain de sang de samedi pour vendre leurs produits.

Deux journaux, le Beijing Daily et le Beijing News, sont réparés. Les deux quotidiens contenaient plusieurs articles niant que la ré-

pression des forces armées aient fait beaucoup de victimes au sein de la population.

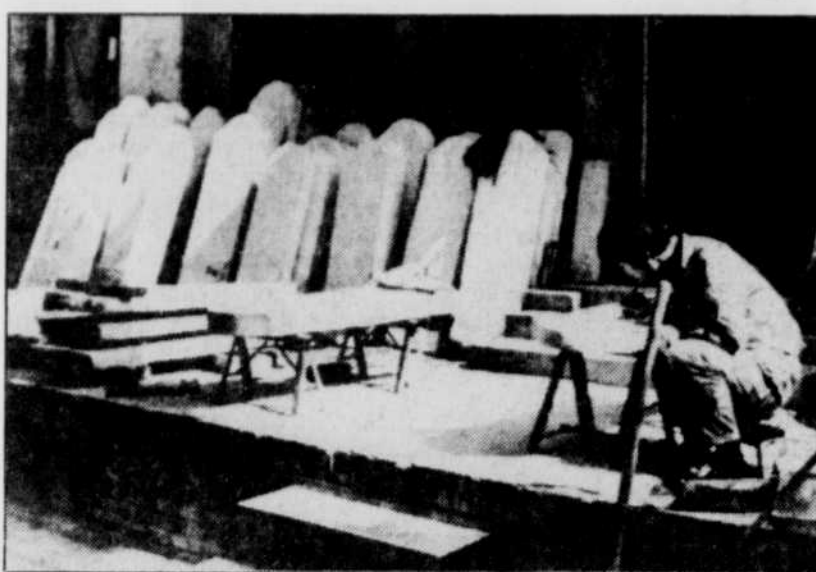
« Il n'y pas de nouvelles », a lancé un lecteur dégoûté.

Mais les signes révélateurs du massacre sont encore bien là. Des équipes d'ouvriers municipaux dégagent peu à peu les jeeps et camions militaires incendiés, et des soldats manient le balai.

Selon des sources chinoises, des militaires ont passé les derniers jours à laver le sang qui a taché les dalles de la place Tian An Men et à boucher les impacts de balles.

Chasse ouverte

Les autorités chinoises ont commencé la chasse aux manifestants ayant participé au mouvement pour la démocratie des dernières semaines et les premières arrestations ont déjà été opérées, a rapporté hier le quotidien pro-



Cet artisan de Beijing préparait les inscriptions des pierres tombales de plusieurs des victimes des événements de la fin de semaine.

Beijing de Hong Kong, le Wen Wei Po.

Les dirigeants d'un syndicat ouvrier illégal sont déjà emprisonnés, alors que Yan Jiaqi et Cao Siyuan, deux intellectuels réformateurs et protégés du secrétaire général du parti communiste Zhao Ziyang, ont disparu, précise

le journal.

Selon le journal, les militaires qui avaient mitraillé puis fouillé mercredi le complexe diplomatique de Jianguowenmei à Beijing tentaient de retrouver des militants du mouvement pour la démocratie qui auraient pu se réfugier dans les appartements de citoyens étrangers.

Finalement, des centaines de touristes et de résidents étrangers à Beijing attendaient aujourd'hui à l'aéroport international une place dans un avion, les vols affrétés par les gouvernements étrangers attendant pour atterrir en raison de l'importance du trafic du à cet exode général.

En Bref

■ Tokyo exclut des sanctions

TOKYO (AFP) — Le premier ministre japonais Sousuke Uno a déclaré, hier, à Tokyo que son pays ne prendrait pas de sanctions contre la Chine. « Je souhaite que la situation (à Beijing) revienne à la normale aussi vite que possible. Nous n'élèverons pas de protestation », a dit Uno. Dix-sept délégués d'étudiants chinois vivant au Japon avaient remis le jour même à son cabinet une lettre demandant des sanctions économiques et le gel des relations avec Beijing.

■ Il y aurait eu 2,600 morts

NARITA, Japon (AFP) — Un journaliste brésilien arrivant de Beijing a déclaré, hier, qu'il avait appris de la Croix-Rouge chinoise que les massacres de la place Tian An Men avaient fait 2,600 morts. « C'est ce que la Croix-Rouge a dit aux journalistes, dimanche matin, mais après on lui a demandé de fermer sa bouche », a dit Jaime Martins. Selon les chiffres officiels chinois, le bilan s'élève à 300 morts seulement mais les renseignements américains ont fait état de 3,000 morts. Martins travaillait à Radio-Beijing.

■ Satellites touchés

WASHINGTON (AFP) — Trois satellites américains de communication, qui devaient être mis sur orbite par des lanceurs chinois, sont touchés par la suspension des exportations militaires, décidée lundi par le président George Bush, a annoncé le département d'État. Washington avait conclu un accord de principe avec Beijing, en décembre dernier, pour le lancement de satellites de fabrication américaine par des fusées chinoises Longue Marche.

■ Bush a consulté Nixon

WASHINGTON (AFP) — Le président George Bush a eu un entretien téléphonique avec l'ancien président Richard Nixon, artisan de l'ouverture américaine vers la Chine en 1972, peu avant d'annoncer, lundi, des sanctions contre ce pays, a annoncé un porte-parole de l'ancien président, John Taylor. Ce dernier n'a pas donné de précision sur le contenu de l'entretien. C'est sous la présidence de Richard Nixon que les États-Unis avaient reconnu la Chine et ouvert à Beijing un bureau de liaison qui fut dirigé par... George Bush.


Rinfret Auto inc.
19, route Trans-Canada
Lévis
833-2133

LAVAL
Volkswagen
777, boul. Charest Ouest
Québec
687-4451


Automobiles Langlois Inc.
6090, boul. Sainte-Anne
L'Ange-Gardien
822-0671

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES
DU GRAND QUÉBEC RENVERSE
LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT
et vous offre sur les
FOX - GOLF - JETTA

9.9%
24 MOIS

10.9% 36 MOIS **11.9%** 48 MOIS

Offre valide jusqu'au 17 juin 1989 sur véhicules neufs en stock,
sujet à l'approbation du service de crédit de la Banque de
Nouvelle-Ecosse. Cette offre annule les précédentes.

**QUE-BOURG
AUTO LTEE**

7777, BOUL. HENRI-BOURASSA
CHARLESBOURG 626-7777





S PÉCIAL

**LE
DEUX
PIECES**

Le confort
du jersey de coton
choix de modèles unis ou
imprimés, p.m.g.
Blanc, magenta, émeraude,
bleu, soleil

69⁹⁵

Norman

PLACE LAURIER PLACE FLEUR DE LYS GALERIES CHAGNON MAIL CENTRE-VILLE (ENTRÉE BOUL. CHAREST)

L'asthme et le rhume des foins: des indispositions héréditaires

LONDRES (AFP) — L'asthme et le rhume des foins sont des indispositions héréditaires dues à la transmission d'un gène. Elles pourront être soignées plus efficacement une fois que ce gène aura été isolé, affirme une étude publiée aujourd'hui dans le magazine médical britannique The Lancet.

Cette étude, réalisée par les Drs Julian Hopkin et William Cookson, de l'université Oxford, représente une approche totalement nouvelle des allergies aux particules inhalées, qui étaient jusqu'ici mises sur le compte d'une déficience des tissus du malade, a estimé le Dr Donald Lane, un spécialiste de l'asthme.

Dans deux ans

La recherche du gène responsable de ces allergies pourrait ne prendre que deux ans avec un peu de chance, estiment les spécialistes.

Nos travaux « ouvrent la voie au développement à long terme de méthodes de prévention et de traitement novatrices de l'asthme et du rhume des foins », a déclaré le Dr Hopkin.

Le Conseil de recherche sur l'asthme, qui a financé les recherches, pense de son côté que « les perspectives à long terme pour les malades peuvent maintenant être envisagées avec optimisme ».

Les deux médecins ont réalisé leur étude en examinant 500 patients appartenant à diverses générations de mêmes familles.

Le sang continue de couler en Ouzbékistan

MOSCOU (AP, AFP) — Des milliers d'émeutiers en Ouzbékistan ont pillé des édifices gouvernementaux et un poste de police dans l'espoir de trouver des armes. Le bilan de ces affrontements inter-ethniques entre Ouzbeks et Turcs-Meshket dépasse maintenant 75 morts, ont rapporté hier les médias soviétiques.

« Des cadavres sont trouvés dans les décombres des maisons incendiées et des blessés meurent dans les hôpitaux », a déclaré le premier ministre Gairat Kadyrov aux Izvestia.

Radio-Moscou a annoncé que les affrontements, qui ont débuté samedi dernier, ont fait plus de 600 blessés et que les forces de l'ordre ont arrêté plus de 400 personnes. Plus de 250 des blessés sont hospitalisés.

Toutefois, malgré l'envoi de 12.000 hommes des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, il n'y a aucune indication que la situation soit sur le point de revenir à la normale.

Les paysans Ouzbeks sunnites, majoritaires, veulent expulser les Turcs-Meshket, qui sont en fait des Géorgiens chiites déportés dans cette zone par Staline après la Seconde Guerre mondiale.

L'agence TASS a indiqué, hier, que 400 maisons de Turcs avaient été incendiées la veille dans la ville de Ferghana. Le même jour, dans la petite ville de Kokand, six personnes ont été tuées et 90 autres blessées lors de l'attaque du poste de police et des locaux du ministère soviétique de l'Intérieur.

À Kokand, les émeutiers ont mis le feu à six édifices gouvernementaux et à 65 maisons.



Pierre

CHAMPAGNE

Ça sent le diable (2)

Le 29 mai, la première note de cette chronique était intitulée : « Ça sent le diable ».

On y dénonçait que, entre le 15 mars 1988 et le 15 mars 1989, les employés du bloc « C » du complexe scientifique avaient dû suspendre leurs activités durant 15 ou 30 minutes, parce que ça puait trop, 54 fois.

Le gérant de la Société immobilière du Québec, l'organisme qui est propriétaire de ces bâtiments, **Camille Bédard** interrogé sur ces puanteurs, sur ces fragrances écoeurantes, m'avait fait répondre, par personne interposée (il ne voulait pas me parler) qu'il ne pouvait pas « être en arrière de tout le monde ». Et je terminais mon article en ajoutant : « Alors si je comprends bien, il y a quelqu'un qui ne comprend rien et qui ne veut rien régler ».

Or, M. Bédard, sans doute à la suite de cette publication, a décidé de le régler le problème. Le 31 mai, soit deux jours plus tard, il envoyait la lettre suivante aux fonctionnaires du complexe scientifique :

« Dans le cadre du projet de **modifications majeures** au système de ventilation du Complexe scientifique, la Société immobilière du Québec procédera à des travaux de réfection de toutes les boîtes de mélange de l'édifice afin de permettre un balancement adéquat du réseau d'air. »

« À cet effet, un projet pilote sera d'abord réalisé dans le pavillon « C ». Les travaux débuteront le 5 juin prochain... etc.

Bravo! Magnifique! Les employés du bloc « C » n'auront pas à convoquer une conférence de presse, avec des masques à gaz, pour sensibiliser M. Bédard. C'est fait.

Le G.I. (gentil informateur) qui m'a envoyé la lettre de M. Bédard a ajouté, sur la feuille, la note suivante : « Ils mentionnent un projet de modifications majeures. Hum! C'est souvent après avoir eu des articles dans les journaux qu'ils se réveillent ».

Congrès des policiers

Les policiers sont aussi des fonctionnaires. Donc je peux en parler dans cette chronique.

La Fédération des policiers du Québec tiendra son 21^e congrès annuel, du 21 au 23 juin, à Montréal, sur le thème : « La nouvelle déontologie ».

Il est toujours intéressant de vérifier, lors de ces congrès, quels sont ceux qui commanditent, patronnent ou « sponsorisent » les activités sociales du congrès. Ainsi, le mercredi 21 juin à 19 h 30, le souper, suivi d'une soirée « Fiesta mexicaine » (tenue d'occasion) est offert aux policiers par l'Association des banquiers canadiens. Rien de moins. Le surlendemain, jeudi, le banquet et le bal du président sont offerts par le ministère de la Justice. Rien de moins là non plus.

Le ministère de la Justice, l'employeur donc, c'est vous et moi. Ce sont nos impôts. Je ne savais pas que l'on pouvait trouver, dans le budget de ce ministère, un poste budgétaire intitulé « Bal du président des agents de police ».

S'ils veulent s'en faire un bal, les policiers, qu'ils s'en fasse un, mais je ne vois pas pourquoi c'est moi qui devrais le payer.

Entente Québec-Canada

Les publications du Québec et le Centre d'édition du gouvernement du Canada viennent de signer une entente d'une durée de deux ans, pour la vente des publications des différents ministères fédéraux dans les librairies et au comptoir postal des Publications du Québec.

Le ministre des Communications, **Robert Dutil** et la ministre d'État (Emploi et Immigration Canada) **Monique Vézina** participeront à une conférence de presse, le mardi 13 juin, pour rendre publics les éléments de l'entente.

C'est une première étape. Il est prévu, en effet, d'entamer des pourparlers afin de signer des ententes avec d'autres organismes fédéraux qui ne relèvent pas du Centre d'édition du gouvernement du Canada, notamment Statistique Canada, le Conseil national de recherche du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et les Musées nationaux.

Une fragrance péquiste

Si, en vous promenant sur Grande Allée, en fin de semaine, vous sentez une certaine odeur d'indépendance, il ne faudrait pas vous surprendre. Les péquistes tiennent leur conseil national au Concorde, samedi et dimanche. **Jacques Parizeau** lui-même, que l'on ne voit pas très souvent sur la colline parlementaire, sera sur place.

Whip whip whip

Le « fouet » en chef du gouvernement, **Yvon Vallières** nous annonçait, cette semaine, que le député de Chauveau, **Rémy Poulin**, était désigné quatrième whip adjoint du Parti libéral. Gérant de la brasserie Valcartier, de 1975 et 1976, puis dans les assurances, de 76 à 81, M. Poulin fut, de 81 à 85, représentant pour la compagnie de spiritueux Durand Ltée, de Québec. Il est le président du caucus régional des députés libéraux.

La télévision francophone

Le ministère des Communications vient de publier « La télévision francophone au Québec. Cette publication examine quelques-uns des défis les plus importants qui incomberont à la télévision francophone québécoise au cours des prochaines années. Si la chose vous intéresse, communiquez avec **Jean Savard** au 643-1529.

Les grands bureaucrates

Le grand bureaucrate passe de la course à la marche, de la lenteur à l'inaction, puis de l'engourdissement à la paralysie au fur et à mesure que, chez lui, l'expérience se change en sagesse.

Vous pouvez me joindre, par téléphone, en composant le 644-4015, ou par la poste, en adressant votre courrier à la Tribune de la presse, 1050, rue Saint-Augustin, bureau 22, Québec, G1R-5A4.

SAMEDI 10 JUIN

L'INCROYABLE
VENTE



HUIT
HEURES
UNE JOURNÉE
SEULEMENT

SAMEDI 10 JUIN
DE 9 H 00 À 17 H 00

RABAIS
JUSQU'A
50%
SUR TOUTES
LES MARCHANDISES
EN MAGASIN.

8 HEURES
DE RABAIS SPECTACULAIRES.

AUCUN COMPTANT
AVANT LE 10 OCTOBRE 1989
OU 6 MOIS SANS INTÉRÊT.
CONDITIONNEL À L'APPROBATION DU CRÉDIT

LA GALERIE
DU MEUBLE

4 MAGASINS BIEN DIFFÉRENTS

□ DESIGN: 18, rue Courcellette Tél.: 681-0171
△ CLASSIQUE: 1215, boul. Charest O. Tél.: 681-0171
◇ ROCHE BOBOIS: 9, rue Courcellette Tél.: 681-4101
○ CUIR NO 1: 2960, boul. Laurier Tél.: 681-0171

* Pour les clients de l'extérieur: 1-800-463-2277



Pour faire le plein

Dans tout le pays, les stations Texaco vous offrent toujours de l'essence propre, des lave-autos automatiques, des centres d'achat pratiques et des précieuses primes.

Pour mettre de l'huile dans les rouages

Nous savons combien les lubrifiants sont importants pour vous. Nos spécialistes sont là pour assurer que vous obteniez les produits qu'il vous faut, quand il vous les faut.

Pour le crédit

Votre carte Texaco est reçue avec le sourire chaque fois que vous la présentez. C'est la façon intelligente et facile de payer les produits et les services dont vous avez besoin.

Pour le confort de votre famille

Nos spécialistes du Confort au foyer savent vous garder au frais tout l'été et au chaud tout l'hiver. Nous sommes là pour vous offrir les produits et les services dont vous avez besoin.

À VOTRE SERVICE DANS TOUT LE CANADA

Nous vivons dans un monde qui change et nous changeons également. Pourtant, certaines choses ne changent jamais. Nos employés, détaillants et agents-grossistes, dans tout le Canada, vous offrent toujours les produits de qualité et le service courtois auxquels vous êtes habitués.



Risque de cancer près de 200 usines aux USA

WASHINGTON (AP) — L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a identifié, hier, plus de 200 usines de 37 États américains dont les émanations toxiques sont, selon elle, hautement cancérigènes.

Le danger qui existe pour les populations vivant autour de ces usines est de 1.000 fois le niveau jugé acceptable par les spécialistes, a déclaré Henry Waxman, un membre de la Chambre des représentants, qui a rendu publics ces statistiques.

M. Waxman a précisé que la liste était sujette à des changements parce qu'elle tenait compte de données préliminaires. Néanmoins, selon lui, les chiffres dé-

montrent hors de tout doute que ces usines constituent une menace pour la santé publique.

Les chiffres font voir que les émanations de 205 usines constituent un risque de cancer estimé à au moins un cas sur 1.000. Dans le cas de 45 de ces usines, le risque grimpe à un sur 100. Dans le cas d'un usine de Texaco (à Port Neches, au Texas) le risque est d'un sur 10. Hier, Texaco a soutenu que l'EPA avait tenu compte de données périmées sur les émissions toxiques de son usine.

À titre de comparaison, l'EPA ordonne de nettoyer un dépôt de produits toxiques quand le risque potentiel de cancer est d'un cas sur 100.000.

M. Waxman a ajouté que le danger actuel était sous-évalué car dans la préparation de sa liste, l'EPA n'a pas tenu compte de certaines matières toxiques.

M. Waxman a rappelé que deux études distinctes avaient établi que les cas de cancer étaient de deux à quatre fois plus nombreux que la moyenne nationale près de certaines de ces usines.

Un Mig-29 s'écrase au Salon du Bourget

LE BOURGET, France (AP, AFP) — Lors de la première journée du Salon aéronautique et spatial du Bourget, un chasseur soviétique Mig-29 s'est écrasé, hier, lors d'un vol de démonstration à basse altitude. Le pilote, Anatoli Kvotchour, 37 ans, a été blessé après s'être éjecté de l'avion à moins de 200 mètres du sol.

Un responsable du ministère soviétique de l'Aéronautique, Alexander Batkov, a déclaré que Kvotchour se trouvait « dans un état plus ou moins satisfaisant ».

Le porte-parole du Salon du Bourget, Patrick Guérin, a dit que le pilote avait subi des blessures sérieuses, mais qu'il était conscient durant son transport par hélicoptère à l'hôpital militaire Bégin.

L'accident n'a fait aucune victime au sol.

Défaillance

L'avion venait d'entreprendre une dernière manœuvre au-dessus de l'aéroport, situé près de Paris, quand une pièce s'est détachée. Des flammes sont apparues et l'avion a piqué du nez. Le pilote a actionné son siège éjectable mais son parachute n'a pas eu le temps de se déployer com-



Le Mig-29 vient de percuter le sol. À la gauche de la boule de feu, on remarque le parachute partiellement déployé du pilote.

plètement.

M. Guérin a dit que l'accident semblait avoir été causé par un « problème mécanique du réacteur gauche ». Il a précisé que le système de post-combustion n'avait pas fonctionné après un vi-

rage à basse vitesse, à 300 mètres d'altitude.

Le Mig-29, un biréacteur utilisé par les forces soviétiques depuis 1985, devait être l'une des vedettes du Salon du Bourget. L'appareil avait été présenté l'an

dernier au Salon de Farnborough, avec Kvotchour aux commandes.

En 1973, le rival soviétique du Concorde, le Tupolev 144, s'était écrasé au Bourget, faisant 12 morts.

En Bref

Rafsanjani candidat

TÉHÉRAN (AFP) - Le président du Parlement iranien, l'hodjatoleslam Ali Akbar Hachemi Rafsanjani, a annoncé hier sa candidature à la présidence du pays et affirmé que le nouveau guide de la révolution Ali Khamenei aura « le rôle primordial dans le pays ». Lors d'une rencontre avec des journalistes étrangers à Téhéran, Rafsanjani a indiqué n'avoir pas annoncé auparavant sa candidature à l'élection présidentielle du 18 août, pour voir si d'autres allaient se porter candidats. Khamenei, l'actuel président de la République, a été désigné dimanche par l'Assemblée des experts comme successeur de l'ayatollah Khomeiny. Rafsanjani a confirmé par ailleurs le maintien du décret religieux condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie.

Statu quo

JOHANNESBURG, Afrique du Sud (AP) — Le président d'Afrique du Sud, Pieter Botha a maintenu hier l'état d'urgence pour la quatrième année consécutive, en expliquant que les organisations terroristes sont toujours actives bien que les vagues de violence se soient arrêtées. Le président Botha n'a pas spécifié si les interdictions découlant de l'état d'urgence seraient modifiées.

Erreur de pilotage

PARAMARIBO, Surinam (AP) — Une erreur de pilotage semble être la cause la plus probable de l'accident d'avion qui s'est produit mercredi près de l'aéroport international de Paramaribo, capitale de l'ancienne colonie néerlandaise du Surinam, a déclaré hier Kenneth Schoon, porte-parole du gouvernement. Le DC-8 des Surinam Airways, en provenance d'Amsterdam, s'était écrasé au sol par un épais brouillard. Seuls 11 des 178 passagers et 10 membres d'équipage ont survécu.

A l'hôpital

JÉRUSALEM (AP) — Des agresseurs arabes ont abattu hier un Palestinien de 55 ans d'une balle dans la tête, dans sa chambre à l'hôpital Rafidiyeh de Naplouse, en Cisjordanie occupée. L'homme était soupçonné de collaboration avec Israël. Un deuxième Palestinien a été grièvement blessé à la tête pour le même motif par des Arabes au cours d'un autre incident.

Casino

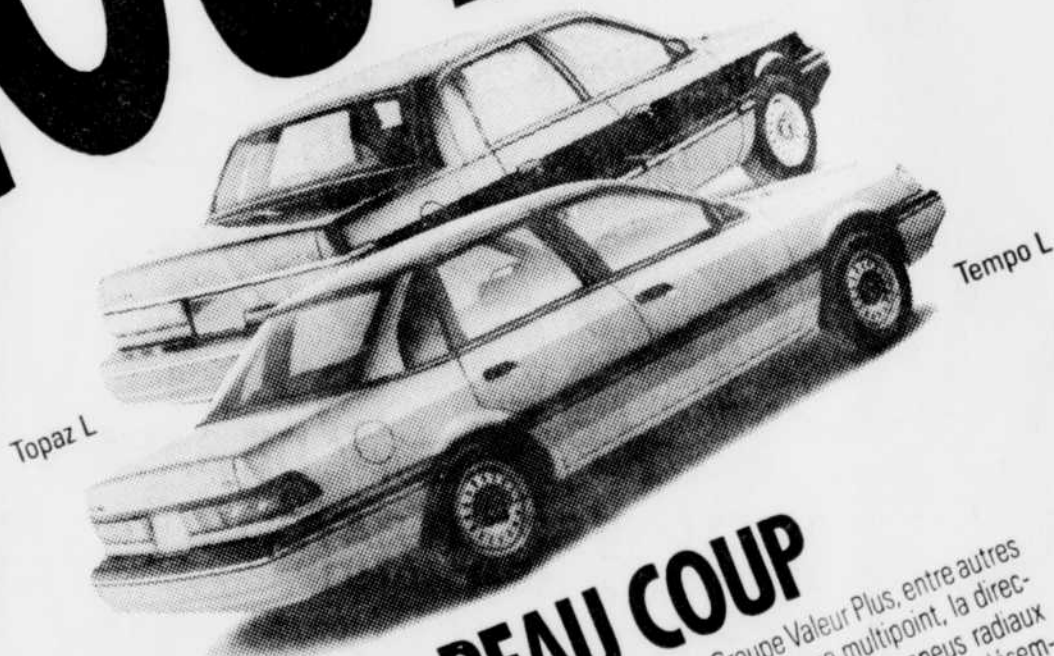
PRAGUE (AP) — Prague va avoir son premier casino. Installé au Forum Hotel, il ouvrira ses portes le 1er août prochain mais les Praguais n'auront que le droit de taquiner les jeux vidéo installés à l'extérieur: la roulette, le black jack et autres petits jeux seront exclusivement réservés aux touristes étrangers, a annoncé hier Rude Pravo, le quotidien du Parti communiste.

Ryjkov élu

MOSCOU (AFP) - Nikolai Ryjkov a été élu hier après-midi premier ministre de l'URSS à une écrasante majorité par le Congrès des députés du peuple. Ryjkov avait été désigné mercredi par le Soviet suprême à ce poste. Parmi les quelques 2.000 députés réunis, 59 ont voté contre sa candidature et 87 autres se sont abstenus.

BON COUP
Poids pour poids, équipement pour équipement, les Tempo et Topaz représentent le meilleur investissement qu'un consommateur averti peut faire pour des voitures de cette catégorie. Avec 50.808 unités vendues l'année dernière, la Ford Tempo est devenue la voiture la plus vendue au Canada. Avec 35.828 unités, la Mercury Topaz suit au troisième rang. 86.636 personnes ne peuvent avoir tort! Nul concurrent ne peut se vanter d'un tel succès avec des modèles de même catégorie.

COÛT BAS



BEAU COUP

Ce prix de 10.995 \$ comprend les options du Groupe Valeur Plus, entre autres le climatiseur, la radio AM/FM, l'injection électronique multipoint, la direction et les freins assistés, la boîte manuelle 5 vitesses, les pneus radiaux centrés d'acier, les glaces teintées, le dégivreur de lunette, les désembueurs de glaces latérales, et une remise en argent de Ford. À pareil prix, la concurrence encaisse un dur coup.

10 995 \$*

Les concessionnaires



DU QUÉBEC

C'EST ICI QUE ÇA SE PASSE

* Le concessionnaire peut vendre pour moins.
Ce prix de détail suggère du fabricant (P.D.S.F.) des modèles 1989 inclut les options du Groupe Valeur Plus et la remise de Ford. Transport et taxes non compris. Pour une durée limitée, une remise en argent est offerte sur les modèles Tempo du Topaz 2 et 4 portes. Le choix doit se faire parmi les modèles en stock. Les erreurs de ventes sont basées sur les données R.L. Polk pour l'année 1988.

CHOUETTE! C'EST À LA BAIE QUE JE VAIS TROUVER LE CADEAU DE PAPA!

30% DE RABAIS

ASSORTIMENT DE VÊTEMENTS DE PLAGE

Une super sélection de tenues ensoleillées comprenant des maillots, des shorts de bain, des bikinis et des hauts en tricot. En coton, en nylon ou en mélanges coton et nylon. Rayures, unis et imprimés au choix!

Ord. 19,99 à 30\$

Solde 13,99 à 21 \$ ch.

Tenues de plage pour homme, rayon 357.

JUSQU'À

33% DE RABAIS

CHEMISETTES TISSÉES GRENADIER

Papa les adore, elles sont légères et colorées à souhait! Choix de carreaux et rayures. Faites plaisir à papa!

Ord. 12,99 à 14,99

Solde 9,99 ch.

Chemises pour homme, rayon 350.

30% DE RABAIS

ASSORTIMENT DE PANTALONS TOUT-ALLER ET DE CHEMISES SPORT DE LA BOUTIQUE 317

Les modèles dernier cri qui font fureur cet été! Faites vite, le choix va s'envoler rapidement!

Ord. 14,99 à 34,99

Solde 10,49 à 24,49 ch.

Interchangeables pour homme, rayon 317.

35% DE RABAIS

LES PANTALONS BAYCLUB

Les pantalons favoris de papa sont confortables et offerts en marine, taupe, gris ou noir. Plis creux doubles et poche-côté.

Ord. 40\$

Solde 24,99 ch.

Pantalons pour homme, rayon 314.

30% DE RABAIS

LUNETTES DE SOLEIL TROPIC-CAL

Blue Tech, Neon et aviateur... le look de l'été. Choix de verres à miroir ou polarisés dans le lot.

Ord. 14\$ à 30\$

Solde 9,80 à 21 \$ ch.

30% DE RABAIS

PETITS ARTICLES EN CUIR POUR HOMME

Sélection de porte-clés, portefeuilles et autres articles pratiques de marques réputées dont Renwick.

Ord. 18\$ à 50\$

Solde 12,60 à 35 \$ ch.

Accessoires pour homme, rayon 336.

30% DE RABAIS

SOUS-VÊTEMENTS ET CHAUSSETTES DE MARQUES CONNUES

Nous avons les marques préférées de papa: BayClub, Playboy, Prodige, Impétus, Ego, Léo Chevalier et autres.

Ord. 3,50 à 7,50

Solde 2,45 à 5,25 ch.

Accessoires pour homme, rayon 360.

33% DE RABAIS

VESTONS SPORT BAYCLUB ET CHRISTOPHER RAND

Une super sélection de vestons sport façon main de haute qualité. Veston à devant droit ou croisé. Choix de motifs discrets, à chevrons, fantaisie et mode. Gris, bleu, beige, noir et blanc.

Ord. 165\$ à 195\$

Solde 110,55 à 130,65 ch.

Vestons pour homme, rayon 302.

30% DE RABAIS

CHEMISES HABILLÉES BAYCLUB

Choix de chemisettes et de chemises habillées à manches longues. Tissus et couleurs variés. Des essentiels que papa appréciera.

Ord. 32\$

Solde 21,99 ch.

Chemises habillées, rayon 330.

30% DE RABAIS

CRAVATES MODE

Toutes les cravates en soie ou mélange soyeux sont en solde. Bayclub, Pavo Real, Michel Robichaud et autres. Le choix varie selon le magasin.

Ord. 18,50 à 22,50

Solde 12,95 à 15,75 ch.

Cravates, rayon 334.

25% à 33% DE RABAIS

NORTHERN SPIRIT... LA MODE PASSE-PARTOUT POUR HOMME

La collection comprend: tee-shirts, maillots, chemises sport, shorts, pantalons et vêtements d'extérieur. L'élégance de papa sera sans faille où qu'il aille!

Ord. 28\$ à 60\$

Solde 19,99 à 39,99 ch.

Northern Spirit pour homme, rayon 395.
Dans certains magasins.

30% DE RABAIS

TOUT LE JEAN POUR HOMME

Grand choix de super modèles, des noms recherchés tels que Levi's Edwin et autres. Le choix varie selon le magasin.

Tenues en jean, rayon 377.

30% DE RABAIS

BARBECUE FIESTA 4000

Barbecue au gaz 40000 BTU. Surface de cuisson de 2903 cm², brûleur en acier inoxydable, deux grilles en émail vitrifié, fenêtre et indicateur de température. Grille-réchaud amovible. Bonbonne 9,9 kg incluse.

Ord. 229,99

Solde 199,99 ch.

En vigueur jusqu'au 17 juin 1989. Le choix varie selon le magasin.

N'OUBLIEZ PAS LA FÊTE DE PAPA LE 18 JUIN!



• Galeries de la Capitale et Place Laurier, lun. au mer. de 9h30 à 17h30; ven. de 9h30 à 21h; sam. de 9h à 17h.

• Galeries de la Capitale, 627-5922 • Place Laurier (mail sud-ouest), 627-5959

la **Baie**